

# Réorganisation et réhabilitation partielle du Palais de Justice de Pau

## Mission d'Etude de Programmation Programme Technique Détaillé

**Version 2 – Avril 2019**

---

## PREAMBULE

La Ministère de la Justice, au travers du Département Immobilier de Bordeaux, a décidé d'effectuer une étude de programmation concernant la réorganisation et regroupement de l'ensemble des juridictions paloises.

L'objectif de l'étude était d'étudier les conditions d'un projet global visant à rationaliser et moderniser les implantations des juridictions paloises en les regroupant sur des implantations propriétés de l'État, afin de diminuer leur nombre et les coûts qu'elles génèrent tout en garantissant une cohérence dans le fonctionnement et l'organisation des différentes juridictions entre elles.

Afin de mener à bien cette réflexion, le Ministère de la Justice a confié à la société SAMOP cette mission de programmation organisée en 5 phases :

- Phase 1 : analyse et synthèse de l'existant
- Phase 2 : pré programme théorique
- Phase 3 : faisabilité
- Phase 4 : pré programme définitif
- Phase 5 : programmation

Les phases 3 et 4 ont abouti à une validation par le Comité de Pilotage d'un scénario composé de deux opérations successives : opération « Miséricorde » et opération « Palais de Justice historique ».

Le présent document est le programme de l'opération « Palais de Justice ». Intégré au Dossier de Consultation des Concepteurs, il définit les principes de l'opération et les objectifs de la Maîtrise d'Ouvrage, exprime les besoins et performances nécessaires aux activités et présente les exigences techniques de l'équipement.

Ce programme comporte 4 parties :

- la *présentation générale de l'opération*, qui en expose la genèse, le contenu, les objectifs et présente le site et le bâtiment ;
- le *programme des besoins*, dans lequel sont exposés de manière détaillée les espaces programmés, les activités qui s'y rattachent, les principes de fonctionnement,
- le *programme technique général*, qui expose les contraintes, exigences et performances techniques à atteindre,
- les *fiches espaces*, qui précisent, local par local, les contraintes et exigences, fonctionnelles et techniques.

**Définition des termes et abréviations employés**

**Surface Utile (SU) :** Surface égale à la somme des surfaces intérieures des locaux correspondant aux activités définies au programme.

Elle ne prend pas en compte les circulations verticales et horizontales (hors hall d'accueil), les paliers d'étage, les locaux techniques dédiés au fonctionnement de l'immeuble, l'encombrement de la construction (surface au sol des murs, voiles, cloisons, gaines techniques, ...)

**Surface Dans Œuvre (SDO) :** La Surface Dans Œuvre est égale à la Surface Utile à laquelle on rajoute les surfaces de circulations horizontales et verticales, les surfaces des gaines et locaux techniques

**Surface de Plancher (SP) :** Surface substituée aux SHOB et SHON dans le droit de l'urbanisme depuis mars 2012, définie par l'article R.112-2 du Code de l'Urbanisme. Elle est la somme des surfaces de planchers de chaque niveau, calculée à partir du nu intérieur des façades ; elle inclut l'épaisseur des murs intérieurs et du cloisonnement. Certaines surfaces sont déduites : parties non habitables (hauteur  $\leq 1,8\text{m}$ ), trémies d'escalier et d'ascenseur, parkings, locaux techniques (y compris stockage des déchets), ...

**BEX :** Bureau de l'Exécution des Peines

**CDAD :** Conseil Départemental d'Accès au Droit

**CDAS :** Commission Départementale d'Aide Sociale

**CPH :** Conseil des Prud'hommes

**JAF :** Juge des Affaires Familiales

**JAP :** Juge d'Application des Peines

**JLD :** Juge des Libertés et de la Détention

**pm :** Pour Mémoire

**PMR :** Personnes à Mobilité Réduite

**RdC :** Rez-de-Chaussée

**SAR :** Service Administratif Régional

**TASS :** Tribunal des Affaires de Sécurité Sociale

**TC :** Tribunal de Commerce

**TCI :** Tribunal du Contentieux de l'Incapacité

**TGI :** Tribunal de Grande Instance

**TI :** Tribunal d'Instance

**TPE :** Tribunal Pour Enfants

**TTR :** Traitement en Temps Réel

**ZPPAUP :** Zone de Protection du Patrimoine Architectural Urbain et Paysager

# SOMMAIRE

<b>PRÉAMBULE</b>	<b>2</b>
<b>1. PRÉSENTATION DE L'OPÉRATION</b>	<b>5</b>
1.1. DÉFINITION DE L'OPÉRATION	6
1.1.1. Contexte	6
1.1.2. Données opérationnelles	7
1.1.3. Enjeux de l'opération	8
1.2. LE SITE	9
1.2.1. Localisation	9
1.2.2. Réglementation urbaine applicable	10
1.2.3. Schémas de l'organisation actuelle du Palais de Justice	12
1.2.4. Tableau des surfaces actuelles du Palais de Justice	16
1.2.5. Audit technique	22
1.2.6. Diagnostics Amiante / Plomb / Parasites	24
1.2.7. Réglementations applicables	25
1.2.8. Risques naturels et technologiques	25
1.3. ORGANISATION JUDICIAIRE ET JURIDICTIONS CONCERNÉES	26
<b>2. DESCRIPTION DES BESOINS ET DU PROJET</b>	<b>27</b>
2.1. DIMENSIONNEMENT DES LOCAUX	28
2.1.1. Surfaces utiles	28
2.1.2. Nombre de salles d'audiences, utilisateurs et usagers	28
2.2. FONCTIONNEMENT GÉNÉRAL	29
2.2.1. Les accès	29
2.2.2. Schéma fonctionnel général	29
2.2.3. Les flux et les circulations internes	29
2.3. TABLEAU DES SURFACES DES BESOINS	30
2.4. SCHÉMAS D'IMPLANTATION	36
2.5. REPÉRAGE DES ZONES CONCERNÉES PAR DES TRAVAUX	41
<b>3. PROGRAMME TECHNIQUE</b>	<b>43</b>
3.1. CONTRAINTES ET EXIGENCES RÉGLEMENTAIRES	44
3.1.1. Gros œuvre – Clos et couvert	44
3.1.2. Aménagements intérieurs	45
3.1.3. Electricité	50
3.1.4. Chauffage Ventilation Climatisation	52
3.1.5. Plomberie – Sanitaire	52
3.1.6. Ascenseur	53
3.2. EQUIPEMENTS SPÉCIFIQUES	54
3.2.1. Infrastructures Voies Données Images (VDI)	54
3.2.2. Vidéoprotection	56
3.2.3. Mobilier	58
3.2.4. Signalétique	58
3.3. ESPACES EXTÉRIEURS	59
<b>4. FICHES PAR LOCAL</b>	<b>60</b>

## **1. PRESENTATION DE L'OPERATION**

## 1.1. Définition de l'opération

---

### 1.1.1. Contexte

---

La loi de modernisation de la justice du **XXI<sup>e</sup> siècle**, promulguée le 18 novembre 2016, a pour ambition d'améliorer pour tous la justice du quotidien en la rendant plus proche, plus simple et plus efficace, notamment par la **généralisation du service d'accueil unique** du justiciable.

Cette loi prévoit aussi le transfert du contentieux des tribunaux des affaires de sécurité sociale (TASS), des tribunaux du contentieux de l'incapacité (TCI), et d'une partie des commissions départementales d'aide sociale (CDAS) vers les futurs pôles sociaux des tribunaux de grande instance.

D'autre part, le **projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice** prévoit la fusion des tribunaux d'instance (TI) et de grande instance (TGI) avec un pôle civil et un pôle pénal afin que le justiciable n'ait plus à se demander quel tribunal choisir.

Aujourd'hui, les juridictions paloises sont réparties sur 4 sites, relativement proches les uns des autres. Cependant, ces 4 implantations ne permettent pas une bonne synergie et aucune mutualisation des espaces. De plus, certains bâtiments ne sont pas propriété du Ministère (TC et CPH) ou nécessitent des mises aux normes pouvant avoir des impacts financiers et fonctionnels importants (TI). Les bâtiments, notamment le Palais de Justice accueillant le TGI et la CA, sont saturés en terme d'espace et ne permettent pas, en l'état, la séparation efficace des espaces publics et tertiaires et ne répondent donc pas aux objectifs de la politique de modernisation du Ministère de la Justice, principalement d'un point de vue sûreté.

Etant donnés ces constats, les objectifs majeurs du projet de réorganisation et de regroupement des juridictions paloises sont :

- Regrouper les juridictions et moderniser leurs implantations
- Supprimer les baux
- Trouver une solution à la situation problématique du TI

Les études préalables à la phase de programmation ont abouti à un projet scindé en deux opérations distinctes :

1. Restructuration complète du bâtiment de la Miséricorde afin d'y implanter le CPH, le TC et le pôle civil du TGI.
2. Réorganisation et réhabilitation partielle du Palais de Justice grâce aux locaux libérés par les activités civiles du TGI et le logement de fonction

Ces deux opérations successives permettront à terme une réorganisation des juridictions au sein de 2 bâtiments propriétés de l'Etat et très proches l'un de l'autre.

Le présent document correspond au programme de la 2<sup>de</sup> opération, c'est-à-dire la **réorganisation et réhabilitation partielle du Palais de Justice historique**.

### 1.1.2. Données opérationnelles

---

#### Nature des travaux

La typologie et l'ampleur des travaux concernés par l'opération sont les suivants :

- Le re-cloisonnement partiel des bureaux selon les plans de réorganisation des locaux qui seront à affiner et à valider pendant les études de conception.
- Le rafraichissement des locaux impactés par une réorganisation : sols, murs et plafonds selon nécessité
- La rénovation complète de la salle 1<sup>ère</sup> chambre et de la salle jaune (sols, murs, plafonds, mobiliers fixes et équipements informatiques, d'éclairage et de sonorisation)
- La création de boxes dans la salle des Pas Perdus
- La réfection complète du Système de Sécurité Incendie (détecteurs, centrale, liaison) dans l'ensemble du bâtiment y compris dans les locaux archives avec amélioration du désenfumage pour affiner la mise aux normes sur la Sécurité Incendie du Palais de Justice
- La révision de la toiture
- Le remplacement des menuiseries extérieures simple vitrage
- La rationalisation et l'optimisation des équipements de chauffage, de climatisation et de ventilation.

#### Enveloppe financière

L'enveloppe allouée aux travaux est de 850 000€HT, hors révision des toitures. L'enveloppe sera ajustée après la phase diagnostic pour intégrer le coût de la révision des toitures en fonction de la nature et de l'ampleur des travaux à entreprendre.

#### Calendrier

Le planning prévisionnel de réorganisation du Palais de Justice est directement lié à l'opération Miséricorde puisqu'il faudra attendre que certains services actuellement logés au Palais de Justice, le service civil du TGI notamment, aient déménagé à Miséricorde pour libérer des locaux et pouvoir effectuer les travaux de réorganisation.

Le calendrier de l'opération Miséricorde est le suivant :

- Etudes de conception : 2019
- Travaux : 2<sup>ème</sup> semestre 2020 + 2021
- Déménagement prévu début 2022

En tenant compte de ces éléments, les objectifs calendaires du maître d'ouvrage pour l'opération Palais de Justice sont les suivants :

- Désignation du maître d'œuvre : 2<sup>ème</sup> semestre 2019
- Diagnostic / Etudes de conception : 2020
- Consultation des entreprises : 2021
- Travaux en opération tiroir : 2022

---

### 1.1.3. Enjeux de l'opération

---

#### 1.1.3.1. Enjeux fonctionnels

---

L'objectif de la réorganisation du Palais de Justice et de la rénovation ou du rafraîchissement de certains locaux en particulier est avant tout d'offrir des conditions optimales pour l'exercice de l'activité judiciaire du personnel et pour l'accueil et la prise en compte du justiciable.

Plusieurs enjeux d'ordre fonctionnel s'adosent à cette opération :

- **Réimplanter dans le Palais de Justice des fonctions qui n'étaient plus présentes faute de place : salle de convivialité, espaces sociaux, bureaux de passage à destination des auxiliaires de justice et des stagiaires.**
- **Absorber les évolutions d'effectifs des prochaines années de la Cour d'Appel et du TGI.**
- **Redonner de la cohérence aux salles d'audience en leur affectant une salle des délibérés.**
- **Remettre à un niveau de confort et de modernité les locaux le nécessitant le plus, notamment deux salles d'audience (salle jaune et 1<sup>ère</sup> chambre)**
- **Intégrer les exigences de sécurité, de sûreté et de gestion des flux personnel / public (contrôle d'accès, séparation des flux).**
- **Améliorer la performance énergétique des installations de CVC et simplifier leur maintenance et leur exploitation.**
- **Garantir la pérennité du bâtiment en intégrant à l'opération les travaux de gros entretien les plus urgents sur le clos et couvert.**

#### 1.1.3.2. Enjeux économiques

---

Le Maître d'Ouvrage attache une importance particulière à la maîtrise économique globale de son projet.

##### Investissement

Une étude de faisabilité a été réalisée au cours de l'étude de programmation afin de définir l'enveloppe financière allouée aux travaux. Cette somme est indiquée aux concepteurs dans le DCC ; son respect est un **objectif majeur et intangible** de la maîtrise d'ouvrage. Son respect participe du programme au même titre que les préconisations fonctionnelles et exigences contenues dans le programme technique détaillé.

##### Exploitation future du bâtiment

Les solutions retenues, tant sur les plans architecturaux que techniques, devront assurer aux exploitants la maîtrise de leurs budgets de fonctionnement, d'entretien et de maintenance : consommation mesurée des fluides, facilité d'entretien des surfaces, simplicité et robustesse des systèmes techniques et des matériaux, solutions techniques permettant des interventions de maintenance et de rénovation aisées et limitées dans le temps comme dans l'espace. Toute solution complexe d'entretien, onéreuse ou nécessitant des qualifications particulières est à proscrire.

#### 1.1.3.3. Enjeux environnementaux

---

Ne s'agissant pas d'une opération globale de réhabilitation, aucune certification ou label n'est visé. Le principal objectif environnemental du Maître d'Ouvrage est de réaliser des économies d'énergie réelles lors de l'exploitation des locaux grâce à une optimisation des systèmes de chauffage, climatisation et ventilation existants (régulation, harmonisation des installations, etc.).

Tous les autres travaux ayant un impact sur le niveau de performance thermique du bâtiment ou sur son niveau de consommation devront être conçus dans une démarche de recherche de haute qualité environnementale dont les niveaux de référence seront ceux de la démarche Energie Positive / Bas Carbone.



## 1.2. Le site

### 1.2.1. Localisation



Image source : [www.googleearth.com](http://www.googleearth.com)

Le Palais de Justice (PJ) accueille la Cour d'Appel des départements des Landes, des Pyrénées-Atlantiques et des Hautes-Pyrénées, le Tribunal de Grande Instance de l'arrondissement judiciaire de Pau et la Cour d'Assises du département des Pyrénées-Atlantiques.

Le bâtiment se situe sur la Place de la Libération et est encadré par la place Albert 1<sup>er</sup> à l'arrière, la rue Mourot et la rue Faget de Baure de part et d'autre.

Le Palais de Justice, construit en 1856, est un bâtiment avec un plan en 8, organisé sur 4 niveaux (Rdc à R+3). L'entrée du public est très clairement marquée par l'architecture du bâtiment avec son péristyle surmonté d'un fronton et son emmarchement monumental sur la Place de la Libération.



Entrée sur la Place de la Libération



Façade sur rue Faget de Baure



Façade sur rue Mourrot



Façade sur rue Faget de Baure

Les juridictions CA et TGI sont clairement séparées (TGI côté Place de la Libération et CA côté Place Albert 1er) et toutes les deux organisées sur 4 niveaux.

### 1.2.2. Réglementation urbaine applicable

#### Cadastre

Le bâtiment se situe sur la parcelle 000 CK 212 qui offre une surface totale de 4 262 m<sup>2</sup>.

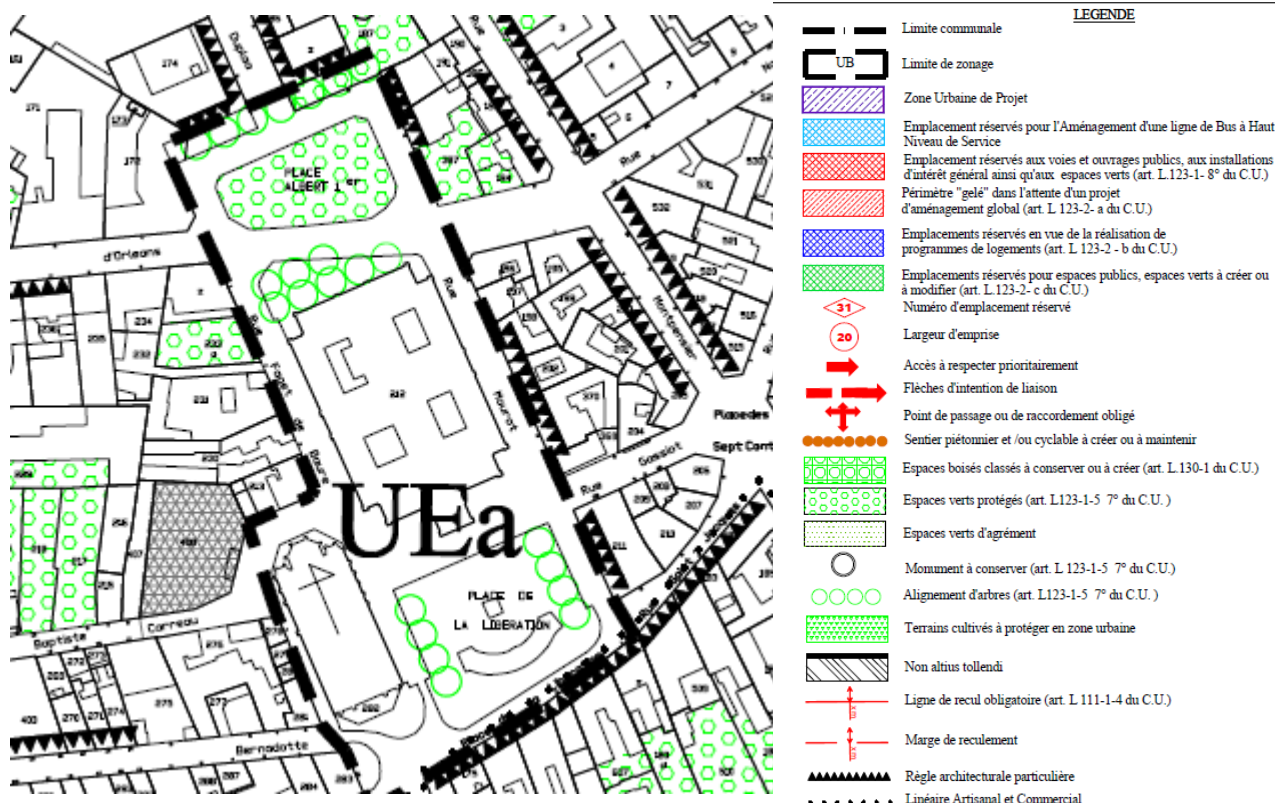


[www.cadastre.gouv.fr](http://www.cadastre.gouv.fr)

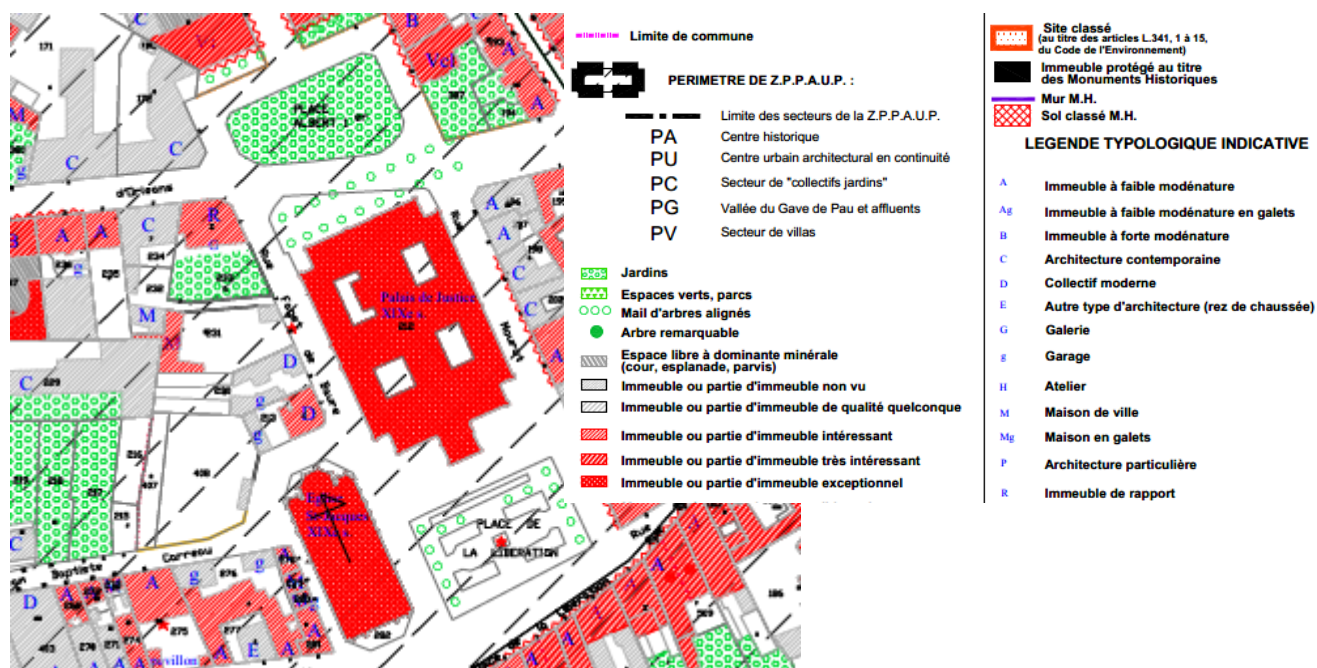


## PLU

Le bâtiment est classé en zone UEa du PLU de la Ville de Pau.

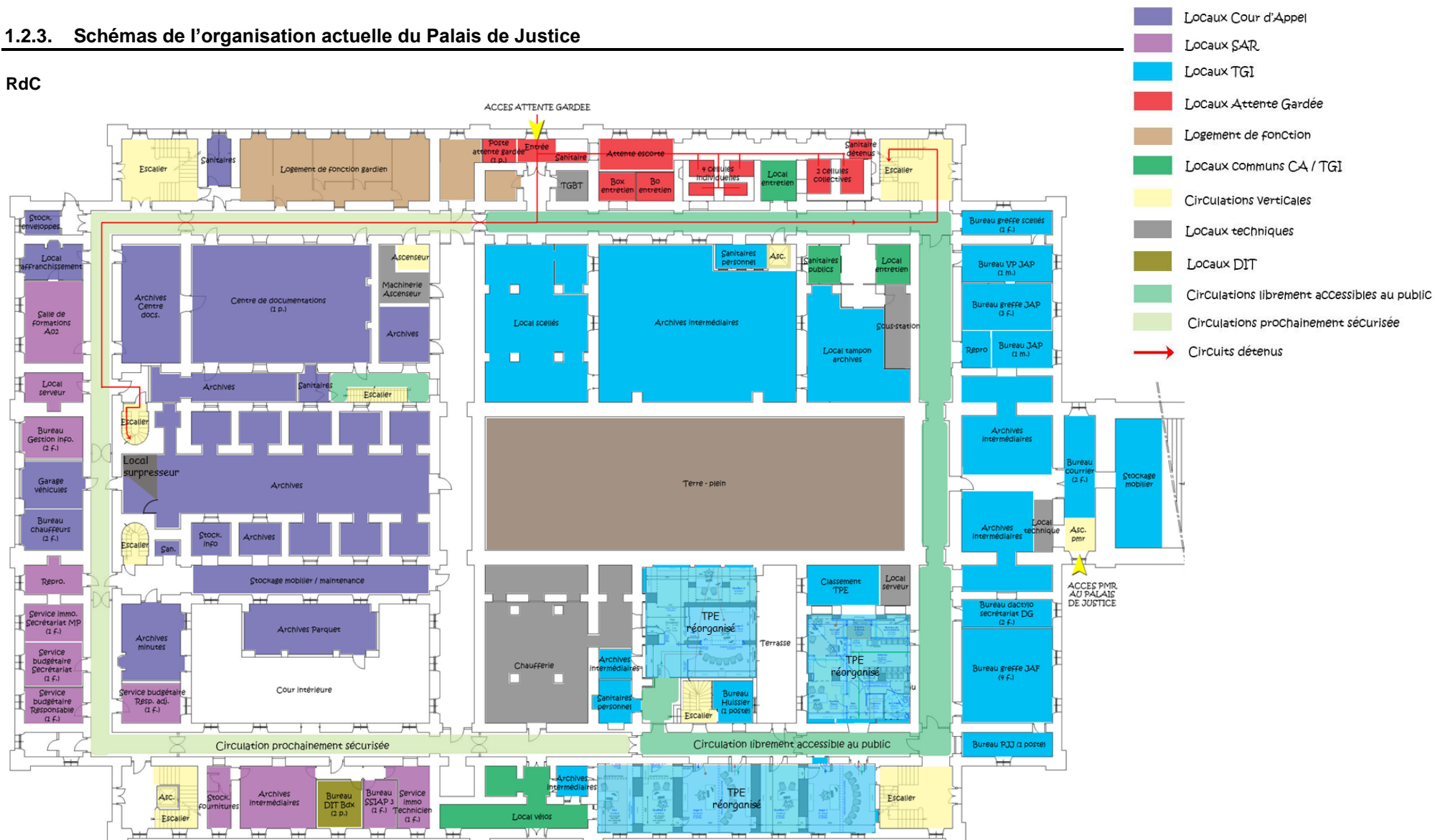


## ZPPAUP



Le Palais de Justice est repéré dans le cadre de la ZPPAUP comme **un immeuble exceptionnel**. A ce titre, les interventions sur le clos et couvert (remplacement de menuiseries notamment) devront respecter un certain nombre d'exigences.

## RdC



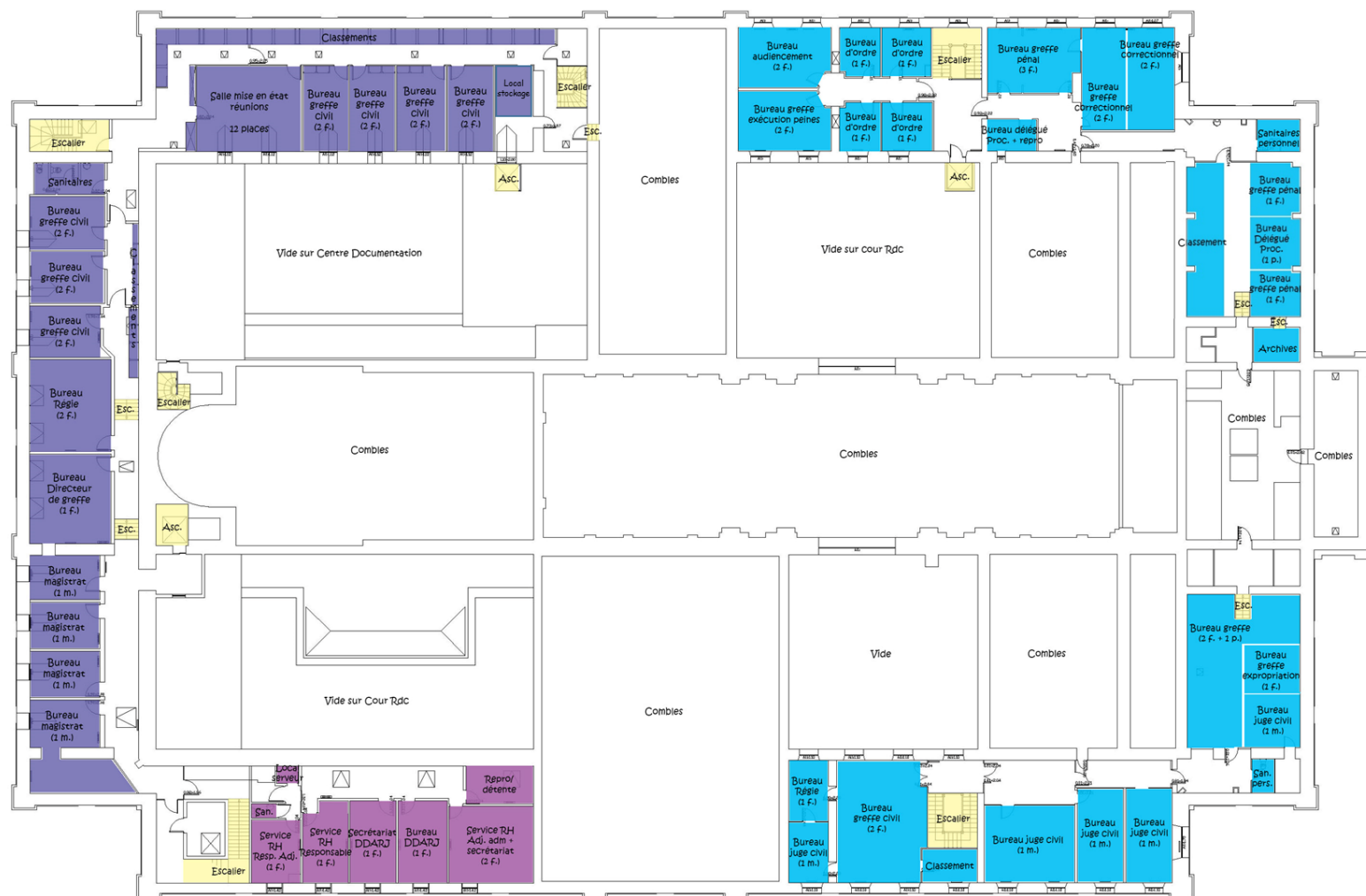
The floor plan of the 10th floor of the Tribunal de Grande Instance de Paris is a complex layout with numerous rooms and corridors. The central area is dominated by a large green space labeled 'Salle des Pas Perdus' (150 places). To the left of this central area is a large red space labeled 'Salle d'assises' (150 places). To the right of the central area is a large blue space labeled 'Salle d'audiences civiles' (80 places). The plan also shows several smaller rooms, including offices (Bureau), meeting rooms (Salle d'audiences), a library (Bibliothèque), and a central courtyard (Cour). The rooms are color-coded: purple for offices, blue for meeting rooms, green for public areas, and red for detention areas. The plan also indicates the location of the Tribunal de Commerce de Paris and the Tribunal de l'Environnement de Paris.



R+2



## R+3



## 1.2.4. Tableau des surfaces actuelles du Palais de Justice

Unités fonctionnelles Intitulé des locaux	Nombre et Surface Utile des Locaux			Capacité des Locaux	Localisation	Commentaires
	Nb	SU unitaire	SU totale			
<b>EFFECTIFS</b>						
<b>A - ESPACES PUBLICS</b>			<b>1 704 m<sup>2</sup></b>			
<b>SALLE DES PAS PERDUS</b>			<b>429 m<sup>2</sup></b>			
Salle des Pas Perdus	1	390 m <sup>2</sup>	390 m <sup>2</sup>		R+1	y compris zone portique sécurité
Hall d'entrée	1	29 m <sup>2</sup>	29 m <sup>2</sup>		R+1	ouvert sur SAUJ
Sanitaires publics	1	10 m <sup>2</sup>	10 m <sup>2</sup>		R+1	1 appareil pmr
<b>ACCUEIL</b>			<b>90 m<sup>2</sup></b>			
<b>Accueil</b>			<b>59 m<sup>2</sup></b>			
Bureau SAUJ	1	34 m <sup>2</sup>	34 m <sup>2</sup>		R+1	guichets ouverts sur hall d'entrée
Box Accueil	1	11 m <sup>2</sup>	11 m <sup>2</sup>		R+1	
Box Accueil professionnels	1	14 m <sup>2</sup>	14 m <sup>2</sup>		R+1	
<b>Services associés</b>			<b>31 m<sup>2</sup></b>			
Bureau APAVIM	1	16 m <sup>2</sup>	16 m <sup>2</sup>	1 + 3 pers.	R+1	
BEX	1	15 m <sup>2</sup>	15 m <sup>2</sup>	1 + 3 pers.	R+1	
<b>PCS</b>			<b>11 m<sup>2</sup></b>			
Poste Central de Sécurité	1	11 m <sup>2</sup>	11 m <sup>2</sup>		R+1	
<b>AUDIENCES MUTUALISEES</b>			<b>1 094 m<sup>2</sup></b>			
<b>Audiences publiques</b>			<b>894 m<sup>2</sup></b>			
Salle d'Audiences Assises	1	217 m <sup>2</sup>	217 m <sup>2</sup>	Auditoire: 150 pl.	R+1	
Salle de délibérés	1	42 m <sup>2</sup>	42 m <sup>2</sup>	12 pers.	R+1	
Attente témoins	1	29 m <sup>2</sup>	29 m <sup>2</sup>	8 pers.	R+1	
Salle d'audiences pénales TGI	1	92 m <sup>2</sup>	92 m <sup>2</sup>	Auditoire: 80 pl.	R+1	
Salle d'audiences civiles TGI	1	92 m <sup>2</sup>	92 m <sup>2</sup>	Auditoire: 80 pl.	R+1	
Salle d'audiences jaune CA	1	130 m <sup>2</sup>	130 m <sup>2</sup>	Auditoire: 50 pl.	R+1	
Salle d'audiences 1ère chambre CA	1	292 m <sup>2</sup>	292 m <sup>2</sup>	Auditoire: 50 pl.	R+1	y compris 26 m <sup>2</sup> de mezzanine
<b>Audiences de cabinet</b>			<b>199 m<sup>2</sup></b>			
Chambre du Conseil TGI	1	44 m <sup>2</sup>	44 m <sup>2</sup>	15 pers.	R+1	sert salle délibérés salle pénale TGI
Salle d'audiences Deveria TGI	1	27 m <sup>2</sup>	27 m <sup>2</sup>	12 pers.	R+1	
Salle d'audiences Chambre d'instruction CA	1	43 m <sup>2</sup>	43 m <sup>2</sup>	15 pers.	R+1	
Salle des portraits	1	62 m <sup>2</sup>	62 m <sup>2</sup>	18 pers.	R+1	sert de salle délibérés salle 1ère chambre
Salle Visio	1	24 m <sup>2</sup>	24 m <sup>2</sup>	8 pers.	R+1	sert salle délibérés salle jaune CA
<b>AUXILIAIRES DE JUSTICE</b>			<b>81 m<sup>2</sup></b>			
vestiaires avocats	1	29 m <sup>2</sup>	29 m <sup>2</sup>		R+1	
Bureau ordre des avocats	1	27 m <sup>2</sup>	27 m <sup>2</sup>		R+1	
Local casiers avocats	1	16 m <sup>2</sup>	16 m <sup>2</sup>		R+1	
Bureau Huissiers	1	9 m <sup>2</sup>	9 m <sup>2</sup>		Rdc	
Sanitaires			pm		R+1	utilisation sanitaires publics
<b>B - ESPACES TERTIAIRES CA</b>			<b>1 573 m<sup>2</sup></b>			
<b>PREMIERE PRESIDENCE</b>			<b>382 m<sup>2</sup></b>			
<b>Présidence de la Cour d'Appel</b>			<b>94 m<sup>2</sup></b>			
Bureau Première Présidence	1	54 m <sup>2</sup>	54 m <sup>2</sup>		R+1	
Bureau Secrétariat Présidence	2	11 m <sup>2</sup>	22 m <sup>2</sup>		R+1	
Bureau Chef de cabinet	1	10 m <sup>2</sup>	10 m <sup>2</sup>		R+1	
Reprographie	1	8 m <sup>2</sup>	8 m <sup>2</sup>		R+1	
Espace d'attente					R+1	dans circulation
<b>Magistrats PP</b>			<b>260 m<sup>2</sup></b>			
Bureau Magistrat	1	17 m <sup>2</sup>	17 m <sup>2</sup>		R+1	bureau 2048
Bureau Magistrat	1	13 m <sup>2</sup>	13 m <sup>2</sup>		R+1	bureau 2050
Bureau Magistrat	1	9 m <sup>2</sup>	9 m <sup>2</sup>		R+1	bureau 2049
Bureau Magistrat	1	13 m <sup>2</sup>	13 m <sup>2</sup>		R+1	bureau 2043
Bureau Magistrat	1	11 m <sup>2</sup>	11 m <sup>2</sup>		R+1	bureau 2038
Bureau Magistrat	1	11 m <sup>2</sup>	11 m <sup>2</sup>		R+1	Bureau 2040



Unités fonctionnelles Intitulé des locaux	Nombre et Surface Utile des Locaux			Capacité des Locaux	Localisation	Commentaires
	Nb	SU unitaire	SU totale			
<b>EFFECTIFS</b>						
Bureau Magistrat	1	12 m <sup>2</sup>	12 m <sup>2</sup>		R+1	
Bureau Magistrat	1	16 m <sup>2</sup>	16 m <sup>2</sup>		R+1	bureau 2023
Bureau Magistrat	1	13 m <sup>2</sup>	13 m <sup>2</sup>		R+1	bureau 2021
Bureau Magistrat	1	11 m <sup>2</sup>	11 m <sup>2</sup>		R+2	Bureau 3038d
Bureau Magistrat	1	11 m <sup>2</sup>	11 m <sup>2</sup>		R+2	Bureau 3038c
Bureau Magistrat	1	15 m <sup>2</sup>	15 m <sup>2</sup>		R+2	Bureau 3038b
Bureau Magistrat	1	15 m <sup>2</sup>	15 m <sup>2</sup>		R+2	Bureau 3038e
Bureau Magistrat	1	10 m <sup>2</sup>	10 m <sup>2</sup>		R+2	Bureau 3038f
Bureau Magistrat	1	10 m <sup>2</sup>	10 m <sup>2</sup>		R+2	Bureau 3031
Bureau Magistrat	1	7 m <sup>2</sup>	7 m <sup>2</sup>		R+2	Bureau 3029
Bureau Magistrat	1	14 m <sup>2</sup>	14 m <sup>2</sup>		R+3	Bureau 4044
Bureau Magistrat	1	14 m <sup>2</sup>	14 m <sup>2</sup>		R+3	Bureau 4045
Bureau Magistrat	1	14 m <sup>2</sup>	14 m <sup>2</sup>		R+3	Bureau 4046
Bureau Magistrat	1	24 m <sup>2</sup>	24 m <sup>2</sup>		R+3	Bureau 4047
<b>Non permanents</b>			<b>28 m<sup>2</sup></b>			
Bureau Assistants juristes	1	28 m <sup>2</sup>	28 m <sup>2</sup>		R+1	bureau 2044/2042
<b>PARQUET GENERAL</b>			<b>219 m<sup>2</sup></b>			
<b>Procureur général</b>			<b>92 m<sup>2</sup></b>			
Bureau Procureur Général	1	51 m <sup>2</sup>	51 m <sup>2</sup>		R+2	bureau 3018
Bureau Secrétariat PrG	1	26 m <sup>2</sup>	26 m <sup>2</sup>		R+2	bureau 3011
Reprographie	1	4 m <sup>2</sup>	4 m <sup>2</sup>		R+2	
Espace d'attente	1	11 m <sup>2</sup>	11 m <sup>2</sup>		R+2	dans circulation
<b>Magistrats du Parquet</b>			<b>97 m<sup>2</sup></b>			
Bureau Magistrat	1	16 m <sup>2</sup>	16 m <sup>2</sup>		R+2	Bureau 3013
Bureau Magistrat	1	13 m <sup>2</sup>	13 m <sup>2</sup>		R+2	bureau 3009
Bureau Magistrat	1	13 m <sup>2</sup>	13 m <sup>2</sup>		R+2	bureau 3005
Bureau Magistrat	1	15 m <sup>2</sup>	15 m <sup>2</sup>		R+2	bureau 3006
Bureau Magistrat	1	13 m <sup>2</sup>	13 m <sup>2</sup>		R+2	bureau 3007
Bureau Magistrat	1	14 m <sup>2</sup>	14 m <sup>2</sup>		R+2	bureau 3008
Bureau Magistrat	1	13 m <sup>2</sup>	13 m <sup>2</sup>		R+2	bureau 3023
<b>Non permanents</b>			<b>30 m<sup>2</sup></b>			
Bureau M. hono. / Assistant	1	10 m <sup>2</sup>	10 m <sup>2</sup>		R+2	Bureau 3038a
Bureau magistrats honoraires	1	20 m <sup>2</sup>	20 m <sup>2</sup>		R+1	bureau 2051
<b>CA - CHAMBRES CIVILES</b>			<b>214 m<sup>2</sup></b>			
Bureau greffe civil	1	13 m <sup>2</sup>	13 m <sup>2</sup>		R+2	bureau 3032
Bureau greffe civil	1	8 m <sup>2</sup>	8 m <sup>2</sup>		R+2	
Bureau greffe civil	1	8 m <sup>2</sup>	8 m <sup>2</sup>		R+2	
Bureau greffe civil	1	11 m <sup>2</sup>	11 m <sup>2</sup>		R+2	
Bureau greffe civil	1	14 m <sup>2</sup>	14 m <sup>2</sup>		R+3	bureau 4029
Bureau greffe civil	1	14 m <sup>2</sup>	14 m <sup>2</sup>		R+3	bureau 4030
Bureau greffe civil	1	14 m <sup>2</sup>	14 m <sup>2</sup>		R+3	bureau 4031
Bureau greffe civil	1	14 m <sup>2</sup>	14 m <sup>2</sup>		R+3	bureau 4032
Bureau greffe civil	1	14 m <sup>2</sup>	14 m <sup>2</sup>		R+3	bureau 4038
Bureau greffe civil	1	14 m <sup>2</sup>	14 m <sup>2</sup>		R+3	bureau 4039
Bureau greffe civil	1	13 m <sup>2</sup>	13 m <sup>2</sup>		R+3	bureau 4040
Salle de mise en état	1	29 m <sup>2</sup>	29 m <sup>2</sup>	12 pl.	R+3	Salle 4033
Classement	1	25 m <sup>2</sup>	25 m <sup>2</sup>		R+2	
Classement	1	18 m <sup>2</sup>	18 m <sup>2</sup>		R+3	placards dans circulations
Classement	1	5 m <sup>2</sup>	5 m <sup>2</sup>		R+3	placards dans circulations
<b>CA - CHAMBRES CORRECTIONNELLES</b>			<b>143 m<sup>2</sup></b>			
Bureau greffier en chef	1	12 m <sup>2</sup>	12 m <sup>2</sup>		R+2	bureau 3015
Bureau administratif pénal	1	14 m <sup>2</sup>	14 m <sup>2</sup>		R+2	bureau 3014
Bureau greffe pénal	1	11 m <sup>2</sup>	11 m <sup>2</sup>		R+2	bureau 3003
Bureau greffe pénal	1	12 m <sup>2</sup>	12 m <sup>2</sup>		R+2	bureau 3004
Bureau greffe pénal	1	14 m <sup>2</sup>	14 m <sup>2</sup>		R+2	bureau 3022
Bureau greffe pénal	1	14 m <sup>2</sup>	14 m <sup>2</sup>		R+2	bureau 3021
Bureau greffe pénal	1	12 m <sup>2</sup>	12 m <sup>2</sup>		R+2	bureau 3020
Bureau greffe pénal	1	10 m <sup>2</sup>	10 m <sup>2</sup>		R+2	bureau 3019
Bureau greffe pénal	1	12 m <sup>2</sup>	12 m <sup>2</sup>		R+2	bureau 3025
Bureau greffe pénal	1	28 m <sup>2</sup>	28 m <sup>2</sup>		R+2	bureau 3024
Reprographie	1	5 m <sup>2</sup>	5 m <sup>2</sup>		R+2	

Unités fonctionnelles Intitulé des locaux	Nombre et Surface Utile des Locaux			Capacité des Locaux	Localisation	Commentaires
	Nb	SU unitaire	SU totale			
<b>EFFECTIFS</b>						
<b>CA - Service Général du Greffe</b>			134 m <sup>2</sup>			
<b>Direction</b>			28 m <sup>2</sup>			
Bureau Directeur de greffe	1	28 m <sup>2</sup>	28 m <sup>2</sup>		R+3	
<b>Services communs</b>			64 m <sup>2</sup>			
Bureau régie	1	28 m <sup>2</sup>	28 m <sup>2</sup>		R+3	
Bureau Reprographie	1	8 m <sup>2</sup>	8 m <sup>2</sup>		R+2	Bureaub 3036a
Bureau Accueil téléphonique	1	13 m <sup>2</sup>	13 m <sup>2</sup>		R+2	Bureaub 3034
Bureau Chauffeurs	1	15 m <sup>2</sup>	15 m <sup>2</sup>		Rdc	
<b>Annexes fonctionnelles</b>			43 m <sup>2</sup>			
Garage	1	19 m <sup>2</sup>	19 m <sup>2</sup>		Rdc	
Local Affranchissement	1	13 m <sup>2</sup>	13 m <sup>2</sup>		Rdc	
Stockage enveloppes	1	5 m <sup>2</sup>	5 m <sup>2</sup>		Rdc	
Local informatique	1	6 m <sup>2</sup>	6 m <sup>2</sup>		R+2	
<b>CA - SAR</b>			237 m <sup>2</sup>			
<b>Direction</b>			26 m <sup>2</sup>			
Bureau DDARG	1	13 m <sup>2</sup>	13 m <sup>2</sup>		R+3	
Bureau Secrétariat DDARG	1	13 m <sup>2</sup>	13 m <sup>2</sup>		R+3	
<b>RH</b>			57 m <sup>2</sup>			
Bureau RGRH	1	13 m <sup>2</sup>	13 m <sup>2</sup>		R+3	
Bureau Adjoint RGRH	1	11 m <sup>2</sup>	11 m <sup>2</sup>		R+3	
Bureau Service Paie	1	22 m <sup>2</sup>	22 m <sup>2</sup>		R+3	
Bureau Régie / MP	1	11 m <sup>2</sup>	11 m <sup>2</sup>		Rdc	
<b>Informatique</b>			13 m <sup>2</sup>			
Bureau RGI / RGIA	1	13 m <sup>2</sup>	13 m <sup>2</sup>		Rdc	
<b>Budget</b>			47 m <sup>2</sup>			
Bureau Secrétariat budgétaire	1	16 m <sup>2</sup>	16 m <sup>2</sup>		Rdc	
Bureau RGB	1	17 m <sup>2</sup>	17 m <sup>2</sup>		Rdc	
Bureau RGBA	1	14 m <sup>2</sup>	14 m <sup>2</sup>		Rdc	
<b>Immobilier</b>			24 m <sup>2</sup>			
Bureau SSIAP 3	1	10 m <sup>2</sup>	10 m <sup>2</sup>		Rdc	
Bureau Technicien immo	1	14 m <sup>2</sup>	14 m <sup>2</sup>		Rdc	
<b>Formations</b>			29 m <sup>2</sup>			
Salle de formations A02	1	29 m <sup>2</sup>	29 m <sup>2</sup>		Rdc	sert de salle de réunions
<b>Annexes fonctionnelles</b>			41 m <sup>2</sup>			
Reprographie	1	10 m <sup>2</sup>	10 m <sup>2</sup>		Rdc	
Reprographie	1	8 m <sup>2</sup>	8 m <sup>2</sup>		R+3	sert d'espace détente
Stockage fournitures	1	11 m <sup>2</sup>	11 m <sup>2</sup>		Rdc	ancien sanitaire servant de stockage
Local serveur	1	11 m <sup>2</sup>	11 m <sup>2</sup>		Rdc	
Local serveur	1	2 m <sup>2</sup>	2 m <sup>2</sup>		R+3	
Classement					R+3	dans circulation
<b>ESPACES TERTIAIRES COMMUNS</b>			193 m <sup>2</sup>			
<b>Réunions</b>			30 m <sup>2</sup>			
Petite Bibliothèque	1	30 m <sup>2</sup>	30 m <sup>2</sup>	8 pers.	R+1	
<b>Centre Documentations</b>			163 m <sup>2</sup>			
Centre de documentation	1	123 m <sup>2</sup>	123 m <sup>2</sup>		Rdc	géré par le Barreau
Archives CDE	1	40 m <sup>2</sup>	40 m <sup>2</sup>		R+2	
<b>DETENTE ET LOCAUX SOCIAUX</b>			52 m <sup>2</sup>			
<b>Espace de repos/Détente</b>			0 m <sup>2</sup>			
Espace commun - détente			0 m <sup>2</sup>			inexistant
<b>Locaux sociaux</b>			0 m <sup>2</sup>			
Local syndical			0 m <sup>2</sup>			inexistant
<b>Sanitaires du personnel</b>			52 m <sup>2</sup>			
Sanitaires du personnel Rdc	1	11 m <sup>2</sup>	11 m <sup>2</sup>			
Sanitaires du personnel CDE	1	5 m <sup>2</sup>	5 m <sup>2</sup>			
Sanitaires du personnel Rdc	1	2 m <sup>2</sup>	2 m <sup>2</sup>			
Sanitaires du personnel R+1	2	11 m <sup>2</sup>	22 m <sup>2</sup>			
Sanitaires du personnel R+2	2					
Sanitaires du personnel R+3	2	2 + 10 m <sup>2</sup>	12 m <sup>2</sup>			

Unités fonctionnelles Intitulé des locaux	Nombre et Surface Utile des Locaux			Capacité des Locaux	Localisation	Commentaires
	Nb	SU unitaire	SU totale			
<b>EFFECTIFS</b>						
<b>C - ESPACES TERTIAIRES TGI</b>			<b>1 496 m<sup>2</sup></b>			
TGI - PRESIDENCE / SERV. GEN. GREFFE			253 m <sup>2</sup>			
<b>Présidence du Tribunal de Grande Instance</b>			<b>44 m<sup>2</sup></b>			
Bureau Présidence	1	26 m <sup>2</sup>	26 m <sup>2</sup>		R+2	
Bureau Secrétariat Présidence	1	18 m <sup>2</sup>	18 m <sup>2</sup>		R+2	
Espace d'attente					R+2	dans circulation
<b>Service Général du Greffe (SGG)</b>			<b>209 m<sup>2</sup></b>			
Bureau Directeur de greffe	1	16 m <sup>2</sup>	16 m <sup>2</sup>		R+2	
Bureau Secrétariat DG / Dactylo	1	17 m <sup>2</sup>	17 m <sup>2</sup>		Rdc	
Bureau greffier en chef Adjoint	1	15 m <sup>2</sup>	15 m <sup>2</sup>		Rdc	
Bureau Courrier	1	23 m <sup>2</sup>	23 m <sup>2</sup>		Rdc	
Bureau Régie	1	9 m <sup>2</sup>	9 m <sup>2</sup>		R+3	
Bureau greffe scellés	1	14 m <sup>2</sup>	14 m <sup>2</sup>		Rdc	
Bureau Aide Juridictionnelle	1	28 m <sup>2</sup>	28 m <sup>2</sup>		R+1	
Bureau Aide Juridictionnelle	1	12 m <sup>2</sup>	12 m <sup>2</sup>		R+1	
Bureau Aide Juridictionnelle	1	14 m <sup>2</sup>	14 m <sup>2</sup>		R+1	
Bureau Numérisation	1	8 m <sup>2</sup>	8 m <sup>2</sup>		R+2	
Bureau CCI	1	13 m <sup>2</sup>	13 m <sup>2</sup>		Rdc	
Classement BAJ	1	42 m <sup>2</sup>	42 m <sup>2</sup>		R+1	Mezzanine sur les bureaux BAJ
<b>TGI - ACTIVITES CIVILES</b>			<b>283 m<sup>2</sup></b>			
<b>Contentieux Général</b>			<b>179 m<sup>2</sup></b>			
Bureau Magistrat	1	24 m <sup>2</sup>	24 m <sup>2</sup>		R+3	
Bureau Magistrat	2	16 m <sup>2</sup>	32 m <sup>2</sup>		R+3	
Bureau Magistrat	2	10 m <sup>2</sup>	20 m <sup>2</sup>		R+3	
Bureau Magistrat	1	13 m <sup>2</sup>	13 m <sup>2</sup>		Rdc	
Bureau Greffiers	1	40 m <sup>2</sup>	40 m <sup>2</sup>		R+3	
Bureau Greffiers	1	43 m <sup>2</sup>	43 m <sup>2</sup>		R+3	
Classement dossiers	1	8 m <sup>2</sup>	8 m <sup>2</sup>		R+3	
<b>Services des Affaires Familiales (JAF)</b>			<b>104 m<sup>2</sup></b>			
Bureau Magistrat VP	3	27 + 15 + 13	55 m <sup>2</sup>		R+1	
Bureau Greffiers	1	49 m <sup>2</sup>	49 m <sup>2</sup>		Rdc	
Classement dossiers			pm			compris dans bureaux
<b>TGI - ACTIVITES PENALES</b>			<b>375 m<sup>2</sup></b>			
<b>Parquet</b>			<b>268 m<sup>2</sup></b>			
Bureau Procureur de la République	1	24 m <sup>2</sup>	24 m <sup>2</sup>		R+2	
Bureau Secrétariat	1	27 m <sup>2</sup>	27 m <sup>2</sup>		R+2	
Bureau Vice-Procureur	1	29 m <sup>2</sup>	29 m <sup>2</sup>		R+2	
Bureau Magistrats Parquet	3	15 m <sup>2</sup>	45 m <sup>2</sup>		R+2	
Bureau Substitut	1	24 m <sup>2</sup>	24 m <sup>2</sup>		R+2	
Bureau Délégué Procureur	1	7 m <sup>2</sup>	7 m <sup>2</sup>		R+2	
TTR - Bureau greffier	1	40 m <sup>2</sup>	40 m <sup>2</sup>		R+2	
Bureau greffe pénal	1	12 m <sup>2</sup>	12 m <sup>2</sup>		R+2	
Bureau greffe pénal	1	15 m <sup>2</sup>	15 m <sup>2</sup>		R+2	
Bureau greffe pénal	1	21 m <sup>2</sup>	21 m <sup>2</sup>		R+3	
Attente personnes libres			pm			dans circulations
Attente relais détenus			pm			dans circulations
Classement	1	25 m <sup>2</sup>	25 m <sup>2</sup>			y compris mezzanine
<b>Chaîne pénale</b>			<b>130 m<sup>2</sup></b>			
Bureau d'Ordre	4	9 m <sup>2</sup>	36 m <sup>2</sup>		R+3	
Audiencement	1	21 m <sup>2</sup>	21 m <sup>2</sup>		R+3	
Exécution des peines	1	21 m <sup>2</sup>	21 m <sup>2</sup>		R+3	
Bureau greffe correctionnel	2	18 m <sup>2</sup>	36 m <sup>2</sup>		R+3	
Bureau greffe JEX	1	16 m <sup>2</sup>	16 m <sup>2</sup>		R+1	
Classement dossiers	1		pm			

Unités fonctionnelles Intitulé des locaux	Nombre et Surface Utile des Locaux			Capacité des Locaux	Localisation	Commentaires
	Nb	SU unitaire	SU totale			
<b>EFFECTIFS</b>						
<b>Application des peines</b>			64 m <sup>2</sup>			
Bureau Magistrat VP	1	19 m <sup>2</sup>	19 m <sup>2</sup>		Rdc	
Bureau Magistrat	1	12 m <sup>2</sup>	12 m <sup>2</sup>		Rdc	
Bureau Greffe	1	29 m <sup>2</sup>	29 m <sup>2</sup>		Rdc	
Reprographie	1	4 m <sup>2</sup>	4 m <sup>2</sup>		Rdc	
<b>Instruction / Juges des Libertés et de la Détention</b>			181 m <sup>2</sup>			
Bureau Magistrat Instruction	3	24 + 24 + 16	64 m <sup>2</sup>		R+2	Audiences dans bureaux
Bureau Greffe Instruction	2	43,4 + 24,6	68 m <sup>2</sup>		R+2	
Bureau Magistrat JLD	1	13 m <sup>2</sup>	13 m <sup>2</sup>		R+2	
Bureau greffe JLD	1	24 m <sup>2</sup>	24 m <sup>2</sup>		R+2	Audiences dans bureau
Attente témoins			pm			dans circulations
Attente prévenus libres			pm			dans circulations
Box d'entretien / consultation dossiers	1	5 m <sup>2</sup>	5 m <sup>2</sup>	1 + 1 pers.	R+2	
Classement	1	7 m <sup>2</sup>	7 m <sup>2</sup>		R+2	
<b>TGI - TRIBUNAL POUR ENFANTS</b>			165 m <sup>2</sup>			
Bureau Magistrat	3	26 + 12 + 12	50 m <sup>2</sup>		Rdc	Audiences dans bureaux
Bureau Greffe	4	13+14+12+8	47 m <sup>2</sup>		Rdc	
Bureau Accueil	1	10 m <sup>2</sup>	10 m <sup>2</sup>		Rdc	bureau aveugle
Espace jeux et attente enfants	1	24 m <sup>2</sup>	24 m <sup>2</sup>		Rdc	
Point d'eau Accueil	1	2 m <sup>2</sup>	2 m <sup>2</sup>		Rdc	
Bureau PJJ	1	14 m <sup>2</sup>	14 m <sup>2</sup>		Rdc	
Classement	1	18 m <sup>2</sup>	18 m <sup>2</sup>		Rdc	
<b>ESPACES TERTIAIRES COMMUNS</b>			110 m <sup>2</sup>			
<b>Salles de réunions</b>			64 m <sup>2</sup>			
salle réunions Montesquieu	1	64 m <sup>2</sup>	64 m <sup>2</sup>	18 pers.	R+1	
<b>Espaces communs mutualisés</b>			46 m <sup>2</sup>			
Bureau Magistrat honoraire	1	13 m <sup>2</sup>	13 m <sup>2</sup>		Rdc	
Bureaux Assistants de justice	1	22 m <sup>2</sup>	22 m <sup>2</sup>		Rdc	
Bureaux Assistants de justice	1	11 m <sup>2</sup>	11 m <sup>2</sup>		R+1	
<b>DETENTE ET LOCAUX SOCIAUX</b>			42 m <sup>2</sup>			
<b>Espace de repos/Détente</b>			0 m <sup>2</sup>			
Espace commun - détente			0 m <sup>2</sup>			inexistant
<b>Locaux sociaux</b>			0 m <sup>2</sup>			
Local syndical			0 m <sup>2</sup>			inexistant
<b>Sanitaires du personnel</b>			42 m <sup>2</sup>			
Sanitaires du personnel Rdc	3	8+4+7	19 m <sup>2</sup>			
Sanitaires du personnel R+2	2	9 m <sup>2</sup>	19 m <sup>2</sup>			
Sanitaires du personnel R+3	2	2 m <sup>2</sup>	4 m <sup>2</sup>			
<b>D - ESPACES SECURISEES</b>			97 m <sup>2</sup>			
<b>Poste de sécurité et de sureté</b>			pm			
PC de sécurité	1	11 m <sup>2</sup>	pm			dans espaces d'accueil
<b>Attente gardée Détenus</b>			97 m <sup>2</sup>			
Bureau Escorte	1	7 m <sup>2</sup>	7 m <sup>2</sup>		Rdc	
Espace entrée	1	6 m <sup>2</sup>	6 m <sup>2</sup>		Rdc	
Attente centrale / Espace Escorte	1	14 m <sup>2</sup>	14 m <sup>2</sup>		Rdc	
Sanitaires personnel escorte	1	3 m <sup>2</sup>	3 m <sup>2</sup>		Rdc	
Box entretien	2	7 m <sup>2</sup>	13 m <sup>2</sup>		Rdc	
Cellule individuelle	4	4 m <sup>2</sup>	16 m <sup>2</sup>		Rdc	
Cellule collective	2	9 m <sup>2</sup>	18 m <sup>2</sup>		Rdc	
Attente-relais Assises	1	20 m <sup>2</sup>	20 m <sup>2</sup>		R+1	

Unités fonctionnelles Intitulé des locaux	Nombre et Surface Utile des Locaux			Capacité des Locaux	Localisation	Commentaires
	Nb	SU unitaire	SU totale			
<b>EFFECTIFS</b>						
<b>E - ESPACES DE SERVICES</b>			<b>890 m<sup>2</sup></b>			
<b>ARCHIVES ET SCELLES</b>			<b>764 m<sup>2</sup></b>			
<b>Archives TGI</b>			<b>372 m<sup>2</sup></b>			
Archives TGI principal	1	160 m <sup>2</sup>	160 m <sup>2</sup>	3 500 ml	Rdc	ratio 9,4 ml/m <sup>2</sup>
Local Archives tampon TGI	1	45 m <sup>2</sup>	45 m <sup>2</sup>		Rdc	
Archives TGI	2	5 m <sup>2</sup>	11 m <sup>2</sup>		Rdc	
Archives TGI	2	42 m <sup>2</sup>	84 m <sup>2</sup>		Rdc	
Archives TGI	1	72 m <sup>2</sup>	72 m <sup>2</sup>		R+3	
<b>Archives CA</b>			<b>274 m<sup>2</sup></b>			
Archives CA	1	168 m <sup>2</sup>	168 m <sup>2</sup>	2610 ml	Rdc	ratio 9,5 ml/m <sup>2</sup>
Archives CA	1	20 m <sup>2</sup>	20 m <sup>2</sup>		Rdc	
Archives CA	1	8 m <sup>2</sup>	8 m <sup>2</sup>		Rdc	
Archives CA	1	15 m <sup>2</sup>	15 m <sup>2</sup>		Rdc	
Archives Minutes CA	1	27 m <sup>2</sup>	27 m <sup>2</sup>		Rdc	
Archives Parquet CA	1	36 m <sup>2</sup>	36 m <sup>2</sup>		Rdc	
<b>Archives SAR</b>			<b>28 m<sup>2</sup></b>			
Archives SAR	1	28 m <sup>2</sup>	28 m <sup>2</sup>	225 ml	Rdc	ratio 8ml/m <sup>2</sup>
<b>Scellés TGI</b>			<b>90 m<sup>2</sup></b>			
Scellés	1	90 m <sup>2</sup>	90 m <sup>2</sup>		Rdc	
<b>MOYENS GENERAUX</b>			<b>127 m<sup>2</sup></b>			
<b>Services supports</b>			<b>14 m<sup>2</sup></b>			
Bureau DIT	1	14 m <sup>2</sup>	14 m <sup>2</sup>			DIT de Bordeaux
<b>informatique</b>			<b>7 m<sup>2</sup></b>			
Local serveur	1	7 m <sup>2</sup>	7 m <sup>2</sup>			
<b>Logistique</b>			<b>74 m<sup>2</sup></b>			
Stock. mobilier TGI	1	29 m <sup>2</sup>	29 m <sup>2</sup>		Rdc	sous escalier extérieur
Stock. Informatique CA	1	8 m <sup>2</sup>	8 m <sup>2</sup>		Rdc	
Réserves mobilier CA	1	37 m <sup>2</sup>	37 m <sup>2</sup>		Rdc	Circulation utilisée comme stockage
<b>Garage vélos</b>			<b>32 m<sup>2</sup></b>			
local vélos	1	32 m <sup>2</sup>	32 m <sup>2</sup>		Rdc	
<b>D - LOGEMENT DE FONCTION</b>			<b>92 m<sup>2</sup></b>			
Local 1	1	12 m <sup>2</sup>	12 m <sup>2</sup>		Rdc	
Local 2	1	17 m <sup>2</sup>	17 m <sup>2</sup>		Rdc	
Local 3	1	10 m <sup>2</sup>	10 m <sup>2</sup>		Rdc	
Local 4	1	10 m <sup>2</sup>	10 m <sup>2</sup>		Rdc	
Local 5	1	15 m <sup>2</sup>	15 m <sup>2</sup>		Rdc	
Local 6	1	14 m <sup>2</sup>	14 m <sup>2</sup>		Rdc	
Circulation	1	9 m <sup>2</sup>	9 m <sup>2</sup>		Rdc	y compris placards
Cave	1	6 m <sup>2</sup>	6 m <sup>2</sup>		Rdc	
<b>TOTAL GENERAL SURFACES UTILES</b>			<b>5 851 m<sup>2</sup></b>			
<b>Circulations et Locaux techniques</b>			<b>2 390 m<sup>2</sup></b>			
<b>Circulations</b>			<b>2 252 m<sup>2</sup></b>			
<b>Circulations CA</b>			<b>1 123 m<sup>2</sup></b>			
Circulations CARdc			397 m <sup>2</sup>		Rdc	
Circulations CAR+1			306 m <sup>2</sup>		R+1	
Circulations CAR+2			240 m <sup>2</sup>		R+2	
Circulations CAR+3			180 m <sup>2</sup>		R+3	
<b>Circulations TGI</b>			<b>991 m<sup>2</sup></b>			
Circulations TGI Rdc			307 m <sup>2</sup>		Rdc	
Circulations TGI R+1			201 m <sup>2</sup>		R+1	
Circulations TGI R+2			292 m <sup>2</sup>		R+2	
Circulations TGI R+3			191 m <sup>2</sup>		R+3	
<b>Locaux techniques</b>			<b>138 m<sup>2</sup></b>			
Chaufferie			104 m <sup>2</sup>		Rdc	
Sous-station			12 m <sup>2</sup>		Rdc	
TGBT			5 m <sup>2</sup>		Rdc	
Local électrique			6 m <sup>2</sup>		Rdc	
Machinerie Ascenseur			11 m <sup>2</sup>		Rdc	
<b>TOTAL GENERAL SURFACES DANS ŒUVRE</b>			<b>8 241 m<sup>2</sup></b>			
<b>ESPACES EXTERIEURS</b>			<b>780 m<sup>2</sup></b>			
<b>Stationnement</b>			<b>780 m<sup>2</sup></b>			
autour du Palais de justice	39	20 m <sup>2</sup>	780 m <sup>2</sup>			

### 1.2.5. Audit technique

Le Palais de justice est globalement en bon état et a fait l'objet d'opérations régulières de rénovation / adaptations par zones, les dernières datant de 2016 et 2018.

Description	Prescriptions / observations dans le cadre de la présente opération
<p><b>Clos et couvert</b></p> <p>Le bâtiment est construit en pierres de taille avec murs de façades et refends intérieurs porteurs. Les épaisseurs des murs porteurs varient entre 0,7m et 1,2m. Les portées varient entre 2.5m et 14m.</p> <p>Les planchers bas (Rdc) sont en pierre ou en béton sur terre-plein.</p> <p>Les planchers des étages sont en bois. Certains locaux Archives sont implantés en R+3</p> <p>Le bâtiment dispose d'une charpente traditionnelle en bois.</p> <p>Les couvertures sont constituées d'ardoises. Isolation (20 cm de laine de verre) sous rampant pour les locaux aménagés en combles ou isolation sur plancher des combles pour les zones non aménagés.</p> <p>Des travaux ont été réalisés en 2009 dans la partie TGI avec la création de chien assis.</p> <p>De nombreuses infiltrations ont générés des désordres sur la charpente et les menuiseries. L'opération de rénovation de la couverture n'a pas pu être lancée, des boîtes à eau ont été installées au droit des verrières, début 2016, ce qui a permis d'améliorer la situation. Cependant, des problèmes d'étanchéité persistent dans la zone TGI actuellement.</p> <p>L'ensemble des façades est en pierre de taille, à l'exception des extensions récentes en maçonnerie ou béton (cages d'ascenseur, local archives parquet).</p> <p>Les façades sont globalement en bon état. Elles ne sont pas isolées.</p> <p>Les menuiseries extérieures sont assez hétéroclites. Si certaines menuiseries bois simple vitrage persistent, un grand nombre de menuiseries sont désormais en double vitrage. En effet, une campagne de remplacement a eu lieu en 2016 dans le cadre d'un plan de sécurisation pour les baies Rdc et R+1 donnant sur rues.</p> <p>Les fenêtres de toit des combles sont en bois avec double vitrage, globalement en bon état. Elles datent des travaux d'aménagement des bureaux à ce niveau (environ 12 à 15 ans).</p> <p>Les systèmes d'occultation ou de protections solaires sont variables : volets bois intérieurs, stores textiles extérieurs, rideaux intérieurs.</p>	<p>→ une étude de conformité des charges admissibles par ces planchers avec les charges d'exploitation de ces locaux Archives est à prévoir pour revoir, le cas échéant, l'organisation des locaux.</p> <p>→ diagnostic complet + travaux de révision générale de la couverture à prévoir</p> <p>→ remplacement des menuiseries simple vitrage à poursuivre</p>
<p><b>Lots techniques</b></p> <p><u>Chauffage</u></p> <p>L'ensemble de l'établissement est chauffé par des chaudières à condensation au gaz. Les chaudières ont été remplacées récemment (2014). Elles offrent chacune une puissance de 462 kW. Les générateurs fonctionnent en cascade et sont pilotés par automate avec priorité donnée au générateur 2.</p> <p>Les réseaux de distribution sont calorifugés mais vétustes.</p> <p>Les corps de chauffe sont en fonte ou en acier dans le Palais Principal.</p> <p>Certaines salles d'audiences sont chauffées par soufflage d'air chaud</p>	<p>→ améliorations à étudier sur le réseau secondaire de distribution</p>

Description	Prescriptions / observations dans le cadre de la présente opération
<p>via aérotherme.</p> <p>Une régulation existe avec une température de consigne à 20°C la journée (7h – 22h) et 12° le reste du temps.</p> <p>En combles, les locaux sont chauffés par PAC via systèmes de split-systèmes, ventilo-convecteurs ou unités en plafond. (réseau à détente directe). La régulation est possible via une sonde d'ambiance avec réglage de la consigne par les utilisateurs.</p> <p><u>Ventilation</u></p> <p>Une ventilation simple flux est présente dans les locaux du SAJJ, les salles d'archives, la salle des pièces à conviction, l'accueil du TPE et les bureaux juge et greffe du TPE.</p> <p>Les locaux de l'attente gardée sont équipés d'une ventilation double flux.</p> <p>Les autres locaux (hors combles) sont ventilés naturellement soit pas la faiblesse de l'étanchéité des menuiseries bois anciennes soit par des entrées d'air sur les menuiseries plus récentes.</p> <p><u>Climatisation</u></p> <p>L'établissement dispose de 17 climatisations de type split-system à unités extérieures, principalement pour les locaux en R+3, sous combles et quelques bureaux en R+2. La salle d'audiences civile du TGI est également climatisée ainsi que la salle visio de la Cour d'appel.</p> <p><u>Courant fort</u></p> <p>Origine de l'alimentation électrique : Réseau public de distribution basse tension : Tension 400 V.</p> <p>A partir du TGBT, l'alimentation électrique est distribuée en différents points du Palais de Justice, recoupée à partir d'armoires divisionnaires (19). La distribution fait l'objet de vérifications périodiques.</p> <p>Des travaux de mise en conformité ont été réalisés en 1995 et 1997.</p> <p>Les systèmes d'éclairage des locaux sont encore hétéroclites avec de l'incandescent, du fluo compact ou de la LED. Au fur et à mesure des rénovations des bureaux, des dalles LED sont mises en place et donnent entière satisfaction aux usagers.</p> <p><u>Courants faibles</u></p> <p>Dans la plupart des zones tertiaires, les réseaux courants faibles destinés à l'informatique et au téléphone sont contemporains, soit en encastré dans les murs, soit en goulotte. Des baies de brassages sont réparties dans tout le Palais de Justice.</p> <p>Un agent de sécurité est posté à l'entrée de la salle des pas perdus et effectue un contrôle à l'aide d'un portique de sécurité de l'ensemble des personnes se présentant à cette entrée.</p> <p>La séparation des flux publics / tertiaire n'est pas efficiente, principalement dans la partie TGI. Dans l'état actuel, les orientations du Ministère concernant la sécurisation des établissements judiciaires ne peuvent pas être satisfaites (audiences dans les bureaux des juges situés en zones tertiaires, zones tertiaires sans contrôles d'accès, flux détenus croisant les flux publics...).</p> <p>L'entrée du personnel est contrôlée par badge.</p> <p>Un système d'interphone est mis en place sur les paliers R+2 du TGI afin de contrôler le flux public à ce niveau. Un contrôle d'accès devrait également être mis en place en R+1 pour limiter les flux dans</p>	<p>→ les groupes les plus anciens (avant 2005) fonctionnent au R22, fluide frigorigène interdit depuis 2015. Un remplacement est à envisager.</p> <p>→ une optimisation et une homogénéisation des installations de CVC est à prévoir pour simplifier l'exploitation / maintenance et améliorer les performances énergétiques.</p> <p>→ amélioration de l'éclairage dans les zones concernées par une rénovation ou réorganisation</p> <p>→ compléter le système de contrôle d'accès pour garantir une gestion complète des flux publics et privés dans l'ensemble du bâtiment</p>

Description	Prescriptions / observations dans le cadre de la présente opération
<p>la zone Cour d'Appel.</p> <p>Les autres locaux sont commandés par clefs.</p> <p>La salle d'audiences des Assises, la salle Montesquieu, la salle d'audiences Chambre d'instruction et la salle Visio sont équipées de système de visioconférences.</p> <p><u>Plomberie</u></p> <p>L'état des appareils sanitaires est très disparate. Certains sanitaires ont fait l'objet de réhabilitation pour mise en conformité PMR et sont en très bon état. D'autres sont très vétustes (R+2 du TGI notamment).</p> <p>La production d'eau chaude sanitaire s'effectue grâce à des ballons installés ponctuellement.</p>	
<p><b>Aménagements intérieurs</b></p> <p>L'état des salles d'audiences diffère de l'une à l'autre en fonction de la date de sa rénovation.</p> <p>Les bureaux sont pour partie équipés de dalles de faux-plafonds mais une grande majorité des locaux sont équipés de plafonds en plâtre. Cependant, la hauteur sous plafond disponible peut permettre la mise en place de faux-plafond si nécessaire.</p> <p>Les revêtements de sol sont variables mais principalement en sol souple, globalement en bon état. Les salles d'audiences sont, pour la plupart, équipées de parquet bois en bon état.</p> <p>Les revêtements muraux sont également variables. Les bureaux ont des parois peintes ou du papier peint en état moyen.</p> <p>L'établissement n'est pas équipé de signalétique dynamique. Les audiences sont indiquées par tableau blanc renseigné par l'agent de sécurité.</p> <p>L'orientation des services s'effectue par panneaux mais ils ne sont pas à jour, il est donc difficile de se repérer.</p>	<p>→ <b>renovation complète de 2 salles d'audience : salle jaune et salle 1<sup>ère</sup> chambre.</b></p> <p>→ <b>rafraichissement partiel des sols, murs et plafonds des locaux qui seront réorganisés ou recloisonnés.</b></p>

### 1.2.6. Diagnostics Amiante / Plomb / Parasites

#### Amiante

Un diagnostic technique amiante réalisé en 2005 révèle la présence d'amiante dans :

- les dalles de sol du couloir de la salle 2004 au R+1, en bon état de conservation,
- des conduits amiante ciment en RDC pour la ventilation de la machinerie ascenseur de la CA et dans le patio de la CA, également en bon état de conservation.

#### Plomb

Il n'y a pas de diagnostic plomb spécifique sur le bâtiment mais un diagnostic sur l'installation d'eau potable du bâtiment réalisé en Mars 2019 fait état de la présence de plus de 50ml de canalisations en plomb sur le réseau de distribution d'eau potable. La localisation précise de ces canalisations est donnée dans le rapport du diagnostic.

→ **Le projet devra prévoir le remplacement de ces anciennes canalisations en plomb qui présentent un potentiel très élevé de dissolution.**



### Parasites

Deux rapports de diagnostic récents (Décembre 2018 et Avril 2019) sur la présence de termites indiquent une infestation du solivage du plancher bas de deux bureaux par du capricorne et de la pâte à bois par des petites vrillettes. Aucune présence de termites n'a été repérée.

Il n'y a pas de diagnostic récent sur l'état des charpentes.

### 1.2.7. Réglementations applicables

---

#### Sécurité incendie

L'établissement est classé ERP de type W, 3<sup>ème</sup> catégorie

Le bâtiment dispose d'un système de sécurité incendie de catégorie A avec équipement d'alarme de type 1.

Les escaliers sont désenfumés par systèmes d'exutoire situés en partie haute.

Suite à un avis défavorable émis par la commission de sécurité en 2014 et confirmé en 2016, des travaux importants ont été réalisés en 2018 afin d'améliorer la sécurité incendie du bâtiment. L'avis défavorable a été levé le 11/02/2019 mais certains travaux avaient été mis en attente et seront à prévoir dans le cadre de la présente opération car ils sont directement liés à la nouvelle organisation des locaux, notamment l'isolement CF de certains locaux à risque : archives vivantes et locaux reprographie

**Les pompiers devront être consultés très en amont afin de continuer l'amélioration de la sécurité incendie du site et notamment la stabilité au feu et le coupe-feu.**

#### Accessibilité PMR

L'accessibilité PMR n'est pas totale au Palais de Justice : certaines zones réservées au personnel restent encore inaccessibles aux PMR mais des travaux d'amélioration ont été menés en 2013 et en 2018 et ont permis de rendre accessibles toutes les zones accueillant du public.

La présente opération devra tenir compte des améliorations possibles et les intégrer au programme des travaux dans les zones impactées par une réorganisation ou un rafraichissement (niveaux d'éclairage, manipulation des poignées de portes, dispositifs contrastés, etc.)

#### Réglementation thermique

Le bâtiment datant d'avant 1948, c'est la réglementation thermique « élément par élément » qui s'applique d'un point de vue réglementaire.

### 1.2.8. Risques naturels et technologiques

---

#### Inondation

Le site ne fait pas partie d'une zone inondable.

#### Sismicité

La Ville de Pau est en **zone de sismicité 4 (moyenne)** selon l'article D. 563-8-1 du Code de l'Environnement.

Le projet consistant en des travaux sur un bâtiment existant, les travaux devront justifier d'une non-aggravation de la vulnérabilité du bâtiment.

### 1.3. Organisation judiciaire et juridictions concernées

#### L'organisation des juridictions françaises

L'organisation des juridictions françaises repose sur plusieurs principes (droit d'appel, impartialité...) qui garantissent le respect des libertés fondamentales. Les juridictions se répartissent en deux ordres : un ordre judiciaire et un ordre administratif.

Les juridictions de l'ordre judiciaire sont compétentes pour régler les litiges opposant les personnes privées et pour sanctionner les auteurs d'infractions aux lois pénales.

Les juridictions de l'ordre administratif sont compétentes dès qu'une personne publique est en cause (une municipalité ou un service de l'État par exemple).

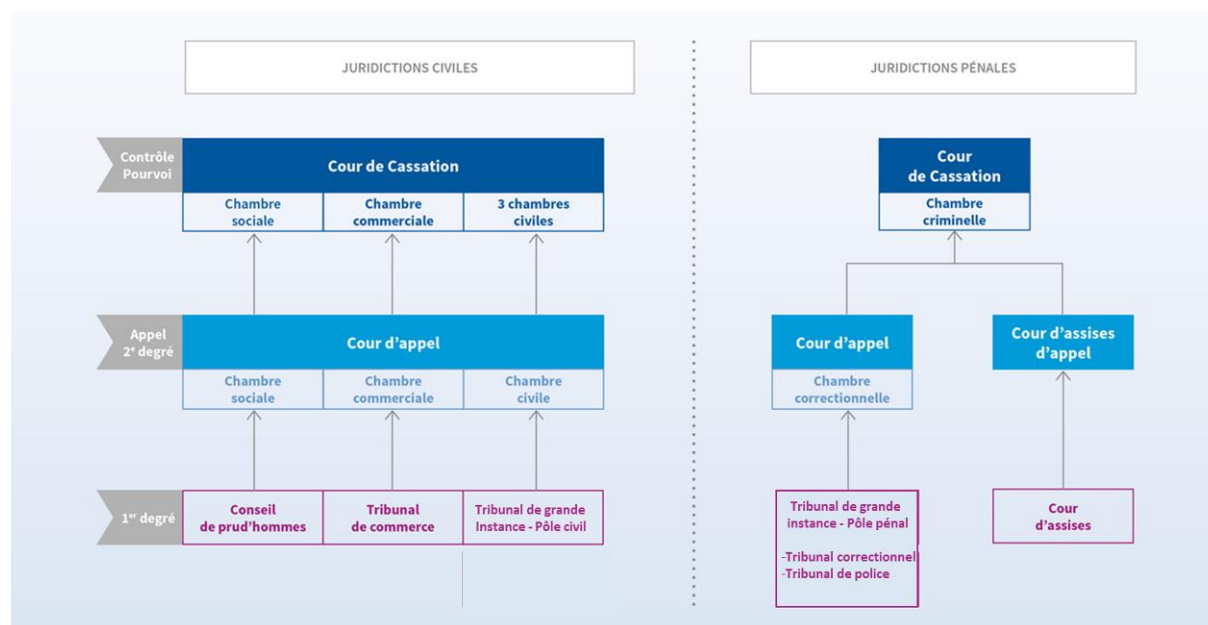
Pour veiller à cette séparation, le Tribunal des conflits a été institué. Il tranche les conflits de compétence entre les juridictions administratives et judiciaires.

Pour les personnes poursuivies qui ont moins de 18 ans au moment des faits, un régime spécifique s'applique : la justice des mineurs.

#### L'ordre judiciaire

L'ordre judiciaire se divise en deux catégories de juridictions : les juridictions civiles et les juridictions pénales. Les juridictions civiles tranchent les litiges (loyer, divorce, consommation, succession...) mais n'infligent pas de peines. Les juridictions pénales sanctionnent les atteintes aux personnes, aux biens et à la société.

Devant les juridictions pénales, c'est le type d'infraction qui définit la juridiction compétente ; de l'infraction la moins grave (la contravention) à la plus grave (le crime).



**Le Palais de Justice continuera d'accueillir, comme aujourd'hui, les juridictions suivantes : Cour d'Appel, Tribunal de Grande Instance et Cour d'Assises.**

Est également présent au Palais de Justice, en plus des juridictions citées, le **Service Administratif Régional**.

## **2. DESCRIPTION DES BESOINS ET DU PROJET**

## 2.1. Dimensionnement des locaux

---

### 2.1.1. Surfaces utiles

---

Les surfaces exprimées dans les tableaux pages suivantes sont des surfaces utiles fonctionnelles, établies sur la base des informations fournies par le Maître d'Ouvrage au regard du programme générique des palais de Justice et en concertation avec les futurs utilisateurs.

Elles ne comprennent pas :

- les espaces de dégagements,
- les circulations générales (escaliers, ascenseur, couloirs et paliers d'étage),
- les sanitaires du personnel,
- l'encombrement de la construction (surface de l'emprise des murs, voiles, cloisons, poteaux et gaines techniques),
- les locaux et gaines techniques propres au fonctionnement.

Concernant les locaux de maintenance et les locaux techniques du bâtiment, la surface nécessaire à l'implantation et au fonctionnement des installations techniques tels que, chaufferie, ventilation, ... ne fait pas partie de la surface utile.

Néanmoins, certains locaux techniques spécifiques sont comptés en surface utile (local serveur, ....). Ils sont alors précisés dans le tableau de surface.

#### **Nota :**

Les surfaces mentionnées aux tableaux des surfaces sont des surfaces théoriques vers lesquelles le concepteur doit tendre, mais qui pourront évoluer, notamment en fonction de la structure existante.

Outre la surface de base, l'habitabilité d'un local est déterminée par ses proportions qui doivent tenir compte des nécessités de l'ameublement, de la qualité de l'éclairage naturel et de l'évolution des personnes dans un espace clos.

La conception générale des locaux devra être pensée en fonction du mobilier qui doit y être implanté et de l'action qui s'y déroule.

Il sera admis si besoin la mutualisation de bureaux pour les fonctionnaires dans le respect de la trame suivante :

- bureau 1 poste de travail : 12 m<sup>2</sup>
- bureau 2 postes de travail : 18 m<sup>2</sup>
- bureau 3 postes de travail : 24 m<sup>2</sup>

### 2.1.2. Nombre de salles d'audiences, utilisateurs et usagers

---

Les utilisateurs sont les magistrats, fonctionnaires, auxiliaires de justice, personnels d'exploitation, de surveillance et autres.

Les usagers sont les personnes convoquées, autres justiciables, visiteurs.

La future organisation prévoit moins d'usagers puisque le pôle civil du TGI rejoindra les locaux du bâtiment Miséricorde, diminuant ainsi sensiblement l'affluence d'usagers au Palais de Justice. Les espaces publics actuels, salle des pas perdus et sanitaires notamment, restent donc correctement dimensionnés par rapport au besoin.

L'analyse des plannings d'audiences pour les juridictions concernées combinée au principe de mutualisation des salles entre les juridictions a fait apparaître un besoin cohérent avec le nombre et la capacité des salles actuelles du Palais de Justice. L'opération n'aura donc pas d'impact sur le nombre et le dimensionnement de ces salles.

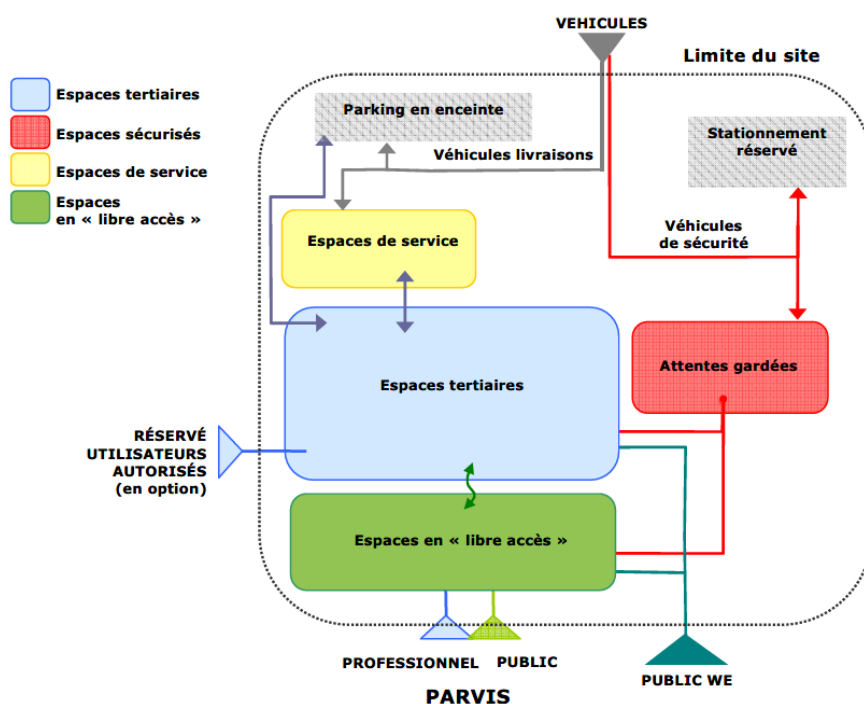
En revanche, actuellement, chaque salle d'audience ne dispose pas d'une salle des délibérés qui lui est propre. Le projet prévoit qu'une salle des délibérés soit affectée à chaque salle d'audience.

## 2.2. Fonctionnement général

### 2.2.1. Les accès

Les accès existants seront conservés et inchangés.

### 2.2.2. Schéma fonctionnel général



### 2.2.3. Les flux et les circulations internes

L'objectif du système circulatoire est de conforter, en appliquant la règle sécuritaire de l'indépendance et du contrôle des flux, **la séparation stricte entre espaces publics et zone tertiaire**.

A l'intérieur du bâtiment, le principe de séparation des flux doit permettre d'optimiser les relations entre les services tout en clarifiant pour les usagers les chemins d'accès à leurs rendez-vous. Il doit permettre aussi de limiter le déploiement des points de contrôle et favoriser la protection des zones sensibles.

**Le circuit « public »** comprend l'entrée principale, l'accueil, la salle des pas perdus, les salles d'audience publiques et de cabinet, les sanitaires publics, les services situés au contact du public.

**Le circuit « réservé »** est constitué de tous les dégagements et circulations distribuant les espaces tertiaires réservés et les reliant entre eux. Il irrigue donc la majorité des services du bâtiment. C'est le circuit « privatif » des magistrats et des fonctionnaires. Les avocats et les justiciables peuvent l'utiliser en partie lorsqu'ils sont reçus sur rendez-vous dans les services, mais de nombreuses liaisons leur sont interdites.

**Le circuit « logistique »** dessert les espaces de service et se prolonge verticalement pour pouvoir irriguer l'ensemble des espaces et en particulier les espaces tertiaires. Les approvisionnements en consommables, les collectes de déchets, les interventions techniques permanentes, les livraisons de mobiliers et d'équipements informatiques et les travaux de réagencement y transiteront.

**Le circuit « sécurisé »** est un système indépendant, étanche et verrouillé par des SAS à ses points d'accès. Il canalise les parcours des prévenus sous-main de justice et des détenus.

Ces circuits desserviront les espaces techniques répartis ou concentrés dans le bâtiment. Ils viennent se greffer sur les précédents. L'accès aux réseaux sera protégé.

## 2.3. Tableau des surfaces des besoins

Une synthèse des besoins en typologies et en nombre ou surface de locaux (espaces publics, salles d'audiences, bureaux, sanitaires, archives, etc.) a été réalisée en concertation avec les différentes juridictions concernées et a permis d'établir le tableau ci-après récapitulant les besoins de l'opération.

Plusieurs typologies d'espaces sont identifiées :

- A. Espaces publics
- B. Espaces tertiaires CA
- C. Espaces tertiaires TGI
- D. Espaces tertiaires SAR
- E. Espaces tertiaires communs
- F. Espaces sécurisés
- G. Espaces de services

Chaque local est repéré par un code alphanumérique indiquant la typologie d'espace auquel il appartient ainsi que son unité fonctionnelle et le cas échéant sa sous-unité fonctionnelle.

Les surfaces indiquées sont des **surfaces théoriques**. Le projet devra s'adapter à l'existant, des variations de surfaces devront donc être proposées et soumises à validation du maître d'ouvrage.

Code	Unités fonctionnelles Intitulé des locaux	Nombre et Surface Utile THEORIQUE			Commentaire	Effectifs en postes de travail (pdt)		
		Nb	SU unitaire	SU totale		Magistrats	Fonctionnaires	non permanents et autres
EFFECTIFS						170 pdt		
						53 pdt	117 pdt	53 pdt
A - ESPACES PUBLICS			1 498 m²			pdt	2 pdt	10 pdt
A1	SALLE DES PAS PERDUS		496 m²					
A11	Salle des Pas Perdus	1	475 m²	475 m²	besoin théorique: 60% de la surface des audiences publiques et locaux annexes			
A12	Sanitaires publics	2	10 m²	20 m²				
A2	ACCUEIL		96 m²			pdt	2 pdt	7 pdt
A21	Accueil			48 m²		pdt	2 pdt	2 pdt
A211	Bureau SAUJ	1	18 m²	18 m²			2 pdt	
A212	Box confidentiels	2	12 m²	24 m²				2 pdt
A213	Classement / Reprographie	1	6 m²	6 m²				
A22	Services associés			36 m²		pdt	pdt	3 pdt
A221	Bureau associations	1	12 m²	12 m²				1 pdt
A222	BEX	1	12 m²	12 m²				1 pdt
A223	Bureau Délégués Procureur	1	12 m²	12 m²				1 pdt
A23	PCS			12 m²		pdt	pdt	2 pdt
A231	Poste Central de Sécurité	1	12 m²	12 m²				2 pdt
A3	AUDIENCES MUTUALISEES		840 m²					
A31	Audiences publiques			792 m²				
A311	Salle d'Audiences Assises	1	220 m²	220 m²				
A312	Salle de délibérés	1	42 m²	42 m²				
A313	Rangement des pièces à conviction	1	6 m²	6 m²				
A314	Attente gardée satellite	1	15 m²	pm	dans attente gardée			
A315	Attente témoins	2	12 m²	24 m²				
A316	Grande Salle d'audiences pénales avec box	1	140 m²	140 m²	70 places			
A317	Salle de délibérés	1	20 m²	20 m²				
A318	Salle d'attente témoins	1	12 m²	12 m²				

Code	Unités fonctionnelles Intitulé des locaux	Nombre et Surface Utile THEORIQUE			Commentaire	Effectifs en postes de travail (pdt)		
		Nb	SU unitaire	SU totale		Magistrats	Fonctionnaires	non permanents et autres
EFFECTIFS						170 pdt		
						53 pdt	117 pdt	53 pdt
A319	Petite salle d'audiences pénales avec box	1	80 m²	80 m²	40 places			
A320	Salle de délibérés	1	20 m²	20 m²				
A321	Grande Salle d'audiences civiles	1	100 m²	100 m²	50 places			
A322	Salle de délibérés	1	12 m²	12 m²				
A323	Petite Salle d'audiences civiles	1	80 m²	80 m²	40 places			
A324	Salle de délibérés	1	12 m²	12 m²				
A325	Box d'entretien avocat/client	4	6 m²	24 m²	à répartir entre les salles d'audiences			
A32	Audiences de cabinet			48 m²				
A321	Grande salle d'audiences de cabinet	1	36 m²	36 m²	15 pers.			
A322	Petite salle d'audiences de cabinet	0	24 m²	pm	12 pers			
A323	Box d'entretien avocat/client	2	6 m²	12 m²	à répartir entre les salles d'audiences			
A4	AUXILIAIRES DE JUSTICE			66 m²				3 pdt
A41	Bureau bâtonnier	1	12 m²	12 m²				1 pdt
A42	Secrétariat du bâtonnier	1	12 m²	12 m²				1 pdt
A43	Local casiers avocats	1	20 m²	20 m²				
A44	Bureau Huissiers	1	12 m²	12 m²				1 pdt
A45	Sanitaires	2	5 m²	10 m²				
B - ESPACES TERTIAIRES CA				1 107 m²		36 pdt	42 pdt	14 pdt
B1	PREMIERE PRESIDENCE			471 m²		26 pdt	3 pdt	8 pdt
B11	Présidence de la Cour d'Appel			66 m²		1 pdt	3 pdt	pdt
B111	Bureau Première Présidence	1	30 m²	30 m²		1 pdt		
B112	Bureau Secrétariat Présidence	1	18 m²	18 m²			2 pdt	
B113	Bureau Chef de cabinet	1	12 m²	12 m²			1 pdt	
B114	Espace d'attente	1	6 m²	6 m²				
B12	Magistrats PP			300 m²		25 pdt	pdt	pdt
B121	Bureau Magistrat	25	12 m²	300 m²	dt 2 pour évolution	25 pdt		
B122	Bureau Magistrat double							
B13	Annexes fonctionnelles			33 m²		pdt	pdt	pdt
B131	Reprographie	1	6 m²	6 m²				
B132	Classement	1	27 m²	27 m²	1m² / poste permanent			
B14	Non permanents			72 m²		pdt	pdt	8 pdt
B141	Bureau Assistants juristes	4	18 m²	72 m²				8 pdt
B2	PARQUET GENERAL			202 m²		10 pdt	2 pdt	4 pdt
B21	Procureur général			48 m²		1 pdt	2 pdt	pdt
B211	Bureau Procureur Général	1	30 m²	30 m²		1 pdt		
B212	Bureau Secrétariat Général	1	18 m²	18 m²			2 pdt	
B22	Magistrats du Parquet			118 m²		9 pdt	pdt	1 pdt
B221	Bureau Magistrat	9	12 m²	108 m²	dt 2 pour évolution	9 pdt		1 pdt
B222	Classement	1	10 m²	10 m²	1m² / poste permanent			
B23	Annexes fonctionnelles			12 m²		pdt	pdt	pdt
B231	Reprographie	1	6 m²	6 m²				
B232	Espace d'attente	1	6 m²	6 m²				
B24	Non permanents			24 m²		pdt	pdt	3 pdt
B241	Bureau non permanents	1	24 m²	24 m²				3 pdt
B3	CA - CHAMBRES CIVILES			199 m²		pdt	19 pdt	1 pdt
B31	Greffe			162 m²		pdt	19 pdt	pdt
B311	Bureau greffe civil	1	12 m²	12 m²			1 pdt	
B312	Bureau greffe civil	4	24 m²	96 m²			12 pdt	
B313	Bureau greffe civil	3	18 m²	54 m²			6 pdt	
B32	Annexes fonctionnelles			25 m²		pdt	pdt	pdt
B321	Reprographie	1	6 m²	6 m²				
B322	Classement	1	19 m²	19 m²	1m² / poste permanent			
B33	Non permanents			12 m²		pdt	pdt	1 pdt
B331	Bureau de passage	1	12 m²	12 m²				1 pdt

Code	Unités fonctionnelles Intitulé des locaux	Nombre et Surface Utile THEORIQUE			Commentaire	Effectifs en postes de travail (pdt)		
		Nb	SU unitaire	SU totale		Magistrats	Fonctionnaires	non permanents et autres
EFFECTIFS						170 pdt		
						53 pdt	117 pdt	53 pdt
B4	CA - CHAMBRES CORRECTIONNELLES		151 m²			pdt	13 pdt	1 pdt
B41	Greffe			120 m²		pdt	13 pdt	pdt
B411	Bureau greffier en chef	1	12 m²	12 m²			1 pdt	
B412	Bureau greffe	6	18 m²	108 m²			12 pdt	
B413	Bureau greffe							
B42	Annexes fonctionnelles			19 m²		pdt	pdt	pdt
B421	Reprographie	1	6 m²	6 m²				
B422	Classement	1	13 m²	13 m²	1m² / poste permanent			
B43	Non permanents			12 m²		pdt	pdt	1 pdt
B431	Bureau de passage	1	12 m²	12 m²				1 pdt
B5	CA - Service Général du Greffe		84 m²			pdt	5 pdt	pdt
B51	Direction			18 m²		pdt	1 pdt	pdt
B511	Bureau Directeur de greffe	1	18 m²	18 m²			1 pdt	
B52	Services communs			42 m²		pdt	4 pdt	pdt
B521	Bureau régie	1	18 m²	18 m²			2 pdt	
B522	Bureau Reprographie	1	12 m²	12 m²			1 pdt	
B523	Bureau Accueil téléphonique	1	12 m²	12 m²			1 pdt	
B53	Annexes fonctionnelles			24 m²		pdt	pdt	pdt
B531	Reprographie	1	6 m²	6 m²				
B532	Classement	1	6 m²	6 m²	1m² / poste permanent			
B533	Local courrier relais	1	12 m²	12 m²	affranchissement			
C - ESPACES TERTIAIRES TGI			976 m²			17 pdt	68 pdt	8 pdt
C1	TGI - PRESIDENCE		48 m²			1 pdt	1 pdt	pdt
C11	Présidence du Tribunal de Grande Instance			36 m²		1 pdt	1 pdt	pdt
C111	Bureau Présidence	1	18 m²	18 m²		1 pdt		
C112	Bureau Secrétariat Présidence	1	12 m²	12 m²			1 pdt	
C113	Espace d'attente	1	6 m²	6 m²				
C12	Annexes fonctionnelles			12 m²		pdt	pdt	pdt
C121	Classement	1	6 m²	6 m²				
C122	Reprographie	1	6 m²	6 m²				
C2	TGI - ACTIVITES PENALES		716 m²			13 pdt	34 pdt	6 pdt
C21	Parquet			210 m²		7 pdt	11 pdt	pdt
C211	Espace d'attente	1	6 m²	6 m²				
C212	Bureau Procureur de la République	1	18 m²	18 m²		1 pdt		
C213	Bureau Secrétariat	1	24 m²	24 m²			3 pdt	
C214	Bureau Magistrat	6	12 m²	72 m²	dt 1 pour évolution	6 pdt		
C215	Bureau greffe pénal	4	18 m²	72 m²	dt 1 pour évolution		8 pdt	
C216	Box d'entretien / consultation dossiers	1	6 m²	6 m²				
C217	Attente relais détenus	1	12 m²	12 m²				
C22	Permanence du parquet			42 m²		pdt	2 pdt	1 pdt
C221	TTR	1	24 m²	24 m²			2 pdt	1 pdt
C222	Satellite attente gardée	1	12 m²	12 m²				
C223	Box d'entretien / consultation dossiers	1	6 m²	6 m²				
C23	Chaîne pénale			120 m²		pdt	14 pdt	pdt
C231	Bureau d'Ordre	1	30 m²	30 m²			4 pdt	
C232	Audiencement	1	18 m²	18 m²			2 pdt	
C233	Exécution des peines	1	18 m²	18 m²			2 pdt	
C234	Bureau greffe correctionnel	1	30 m²	30 m²			4 pdt	
C235	Bureau greffe	1	18 m²	18 m²	dt 1 pour évolution		2 pdt	
C236	Consultation des dossiers	1	6 m²	6 m²				
C24	Application des peines			48 m²		2 pdt	3 pdt	pdt
C241	Bureau Magistrat	2	12 m²	24 m²		2 pdt		
C242	Bureau Greffe	1	24 m²	24 m²			3 pdt	



Code	Unités fonctionnelles Intitulé des locaux	Nombre et Surface Utile THEORIQUE			Commentaire	Effectifs en postes de travail (pdt)		
		Nb	SU unitaire	SU totale		Magistrats	Fonctionnaires	non permanents et autres
EFFECTIFS						170 pdt		
						53 pdt	117 pdt	53 pdt
C25	Instruction			150 m²		3 pdt	3 pdt	pdt
C251	Espace d'attente	1	6 m²	6 m²				
C252	Bureau Magistrat Instruction	3	24 m²	72 m²	audiences dans bureaux	3 pdt		
C253	Bureau Greffe Instruction	1	24 m²	24 m²			3 pdt	
C254	Attente témoins	1	10 m²	10 m²				
C255	Attente prévenus libres	1	10 m²	10 m²				
C256	Attente victimes	1	10 m²	10 m²				
C257	Satellite attente gardée	1	12 m²	12 m²				
C258	Box d'entretien / consultation dossiers	1	6 m²	6 m²				
C26	Juges des Libertés et de la Détention			36 m²		1 pdt	1 pdt	pdt
C261	Bureau Magistrat JLD	1	12 m²	12 m²		1 pdt		
C262	Bureau greffe JLD	1	24 m²	24 m²	audiences JLD		1 pdt	
C27	Annexes fonctionnelles			68 m²		pdt	pdt	pdt
C271	Classement dossiers	à répartir		50 m²				
C272	Reprographie	3	6 m²	18 m²				
C28	Non permanents			42 m²		pdt	pdt	5 pdt
C281	Bureaux Assistants de justice	1	24 m²	24 m²				3 pdt
C282	Bureau de passage	1	18 m²	18 m²				2 pdt
C3	TGI - TRIBUNAL POUR ENFANTS			200 m²		3 pdt	5 pdt	1 pdt
C31	TPE			162 m²		3 pdt	5 pdt	pdt
C311	Bureau Magistrat	3	24 m²	72 m²	audiences dans bureaux	3 pdt		
C312	Bureau Greffe	2	18 m²	36 m²			4 pdt	
C313	Bureau Accueil	1	12 m²	12 m²			1 pdt	
C314	Espace attente enfants	1	24 m²	24 m²				
C315	Salle d'attente des victimes	1	12 m²	12 m²				
C316	Box de consultations	1	6 m²	6 m²				
C32	Annexes fonctionnelles			26 m²		pdt	pdt	pdt
C321	Reprographie	1	6 m²	6 m²				
C322	Classement	1	8 m²	8 m²	1 m² / poste permanent			
C323	Sanitaires publics et enfants	1	12 m²	12 m²				
C33	Non permanents			24 m²		pdt	pdt	2 pdt
C331	Bureau SEAT	1	12 m²	12 m²				1 pdt
C332	Bureau de passage	1	12 m²	12 m²				1 pdt
C4	TGI - SERVICE GENERAL DU GREFFE (SGG)			220 m²		pdt	13 pdt	3 pdt
C41	Direction			48 m²		pdt	4 pdt	pdt
C411	Bureau Directeur de greffe	1	18 m²	18 m²			1 pdt	
C412	Bureau Secrétariat	1	18 m²	18 m²			2 pdt	
C413	Bureau greffier en chef Adjoint	1	12 m²	12 m²			1 pdt	
C42	Services communs			96 m²		pdt	7 pdt	pdt
C421	Bureau Régie	1	12 m²	12 m²			1 pdt	
C422	Bureau greffe scellés	1	12 m²	12 m²			1 pdt	
C423	Bureau Aide Juridictionnelle	1	24 m²	24 m²			3 pdt	
C424	Bureau Numérisation	1	12 m²	12 m²			1 pdt	
C425	Bureau CLI	1	12 m²	12 m²			1 pdt	
C426	Bureau de passage	1	24 m²	24 m²				3 pdt
C43	CDAD			30 m²		pdt	2 pdt	pdt
C431	Bureau	2	12 m²	24 m²			2 pdt	
C432	Box de consultations	1	6 m²	6 m²				
C44	Annexes fonctionnelles			46 m²		pdt	pdt	pdt
C441	Reprographie	1	6 m²	6 m²				
C442	Classements (dont BAJ)	1	40 m²	40 m²				

Code	Unités fonctionnelles Intitulé des locaux	Nombre et Surface Utile THEORIQUE			Commentaire	Effectifs en postes de travail (pdt)		
		Nb	SU unitaire	SU totale		Magistrats	Fonctionnaires	non permanents et autres
EFFECTIFS						170 pdt		
						53 pdt	117 pdt	53 pdt
D	SAR		258 m²			pdt	15 pdt	14 pdt
D1	Locaux Administratifs			174 m²		pdt	15 pdt	pdt
D11	Bureau DDARJ	1	18 m²	18 m²			1 pdt	
D12	Bureau secrétariat	1	12 m²	12 m²			1 pdt	
D13	Bureau RGRH	1	12 m²	12 m²			1 pdt	
D14	Bureau RGRH Adjoint	1	12 m²	12 m²			1 pdt	
D15	Bureau collectif RH	1	18 m²	18 m²			2 pdt	
D16	Bureau RGB	1	12 m²	12 m²			1 pdt	
D17	Bureau collectif RGB Adj + SA budgétaire	1	18 m²	18 m²			2 pdt	
D18	Bureau individuel budget	1	12 m²	12 m²			1 pdt	
D19	Bureau collectif RGI + RGIA	1	18 m²	18 m²			2 pdt	
D20	Bureau SA chargé MP	1	12 m²	12 m²			1 pdt	
D21	Bureau collectif Tech immo + Sécu incendie	1	18 m²	18 m²			2 pdt	
D22	Classements	1	12 m²	12 m²				
D2	Non permanents			18 m²		pdt	pdt	2 pdt
D21	Bureau de passage	1	18 m²	18 m²				2 pdt
D3	Salles de formations			40 m²		pdt	pdt	12 pdt
D31	Salle de formations informatiques	1	40 m²	40 m²	12 pl.			12 pdt
D32	Salle de formations générales	1	40 m²	pm	25 pers.			
D4	Espaces communs mutualisés			26 m²				
D41	Reprographie	1	6 m²	6 m²				
D42	Atelier informatique	1	20 m²	20 m²				
E	ESPACES TERTIAIRES COMMUNS		390 m²			pdt	pdt	1 pdt
E1	Centre Documentations			160 m²		pdt	pdt	1 pdt
E11	Centre de documentation	1	120 m²	120 m²	pouvant être rationalisé			1 pdt
E12	Archives CDE	1	40 m²	40 m²				
E2	Réunions			80 m²				
E21	Grande salle réunions	1	50 m²	50 m²	25 pers.			
E22	Salle de réunions 12 places	1	30 m²	30 m²	12 pl.			
E3	Espace de repos/Détente			60 m²				
E31	Espace commun de convivialité	1	60 m²	60 m²	40 pers.			
E4	Locaux sociaux			42 m²				
E41	Local syndical	1	12 m²	12 m²	6 / 8 pers.			
E42	Bureau Assistante sociale	1	12 m²	12 m²				
E43	Bureau Médecine du travail	1	18 m²	18 m²				
E5	Sanitaires du personnel			48 m²				
E51	Sanitaires du personnel RDC	8	6 m²	48 m²				
F	ESPACES SECURISES		97 m²					1 pdt
F1	Poste de sécurité et de sureté			pm				
F11	PC de sécurité	1	11 m²	pm				
F2	Attente gardée Détenus			97 m²				1 pdt
F21	Bureau Escorte	1	7 m²	7 m²				1 pdt
F22	Espace entrée	1	6 m²	6 m²				
F23	Attente centrale / Espace Escorte	1	14 m²	14 m²				
F24	Sanitaires personnel escorte	1	3 m²	3 m²				
F25	Box entretien	2	6 m²	12 m²				
F26	Cellule individuelle	4	6 m²	24 m²				
F27	Cellule collective	2	8 m²	16 m²				
F28	Attente-relais Assises	1	15 m²	15 m²				

Code	Unités fonctionnelles Intitulé des locaux	Nombre et Surface Utile THEORIQUE			Commentaire	Effectifs en postes de travail (pdt)		
		Nb	SU unitaire	SU totale		Magistrats	Fonctionnaires	non permanents et autres
EFFECTIFS						170 pdt		
						53 pdt	117 pdt	53 pdt
G	ESPACES DE SERVICES		917 m²			pdt	5 pdt	2 pdt
G1	ARCHIVES ET SCELLES		632 m²					
G11	Archives TGI			250 m²				
G111	Archives TGI	1	250 m²	250 m²	3 850 ml			
G12	Archives CA			261 m²				
G121	Archives CA	1	261 m²	261 m²	2870 ml			
G13	Scellés TGI			90 m²				
G131	Scellés	1	90 m²	90 m²				
G14	Archives SAR			31 m²				
G141	Archives SAR	1	31 m²	31 m²	250ml			
G2	MOYENS GENERAUX		285 m²			pdt	5 pdt	2 pdt
G21	Locaux supports			116 m²		pdt	4 pdt	pdt
G211	Bureau Courrier	1	20 m²	20 m²			2 pdt	
G212	Local stockage fournitures / papier	1	20 m²	20 m²				
G213	Bureau chauffeurs	1	18 m²	18 m²			2 pdt	
G214	Garage	1	20 m²	20 m²				
G215	Local serveur	2	10 m²	20 m²				
G216	Bureau DIT	1	18 m²	18 m²				2 pdt
G22	Logistique			169 m²		pdt	1 pdt	pdt
G221	Bureau personnel de maintenance	1	18 m²	18 m²			1 pdt	
G222	Stockage mobilier matériel	2	40 m²	80 m²				
G223	Vestiaires sanitaires personnel technique	1	12 m²	12 m²				
G224	Vestiaires sanitaires prestataires	1	12 m²	12 m²				
G225	Locaux entretien	4	8 m²	32 m²				
G226	Local poubelles	1	15 m²	15 m²				
TOTAL GENERAL SURFACES UTILES		5 462 m²						
Circulations et Locaux techniques			2 185 m²					
TOTAL GENERAL SURFACES DANS ŒUVRE		7 646 m²						
	ESPACES EXTERIEURS		780 m²					
	Stationnement			780 m²				
	autour du Palais de justice	39	20 m²	780 m²				










## 2.4. Schémas d'implantation

---

Les schémas d'implantation ci-après tendent à respecter les surfaces des besoins présentés précédemment tout en tenant compte des contraintes des cloisonnements existants et de la volonté de ne pas entrer dans un projet de restructuration lourde du bâtiment.

Ces schémas ont été validés en concertation entre les utilisateurs et le maître d'ouvrage mais ils ne sont présentés au concepteur que **comme un cadre général à respecter**, celui-ci restant libre de **proposer le projet qui lui semble le plus adapté pour répondre aux besoins exprimés** dans le présent programme tout en respectant l'enveloppe allouée aux travaux et les contraintes de fonctionnement des juridictions.

### LEGENDE :

	Locaux communs		Auxiliaires de justice
	TGI		Locaux techniques
	CA		Circulations verticales
	SAR		Circulations publiques
	Attente gardée		

## RDC :



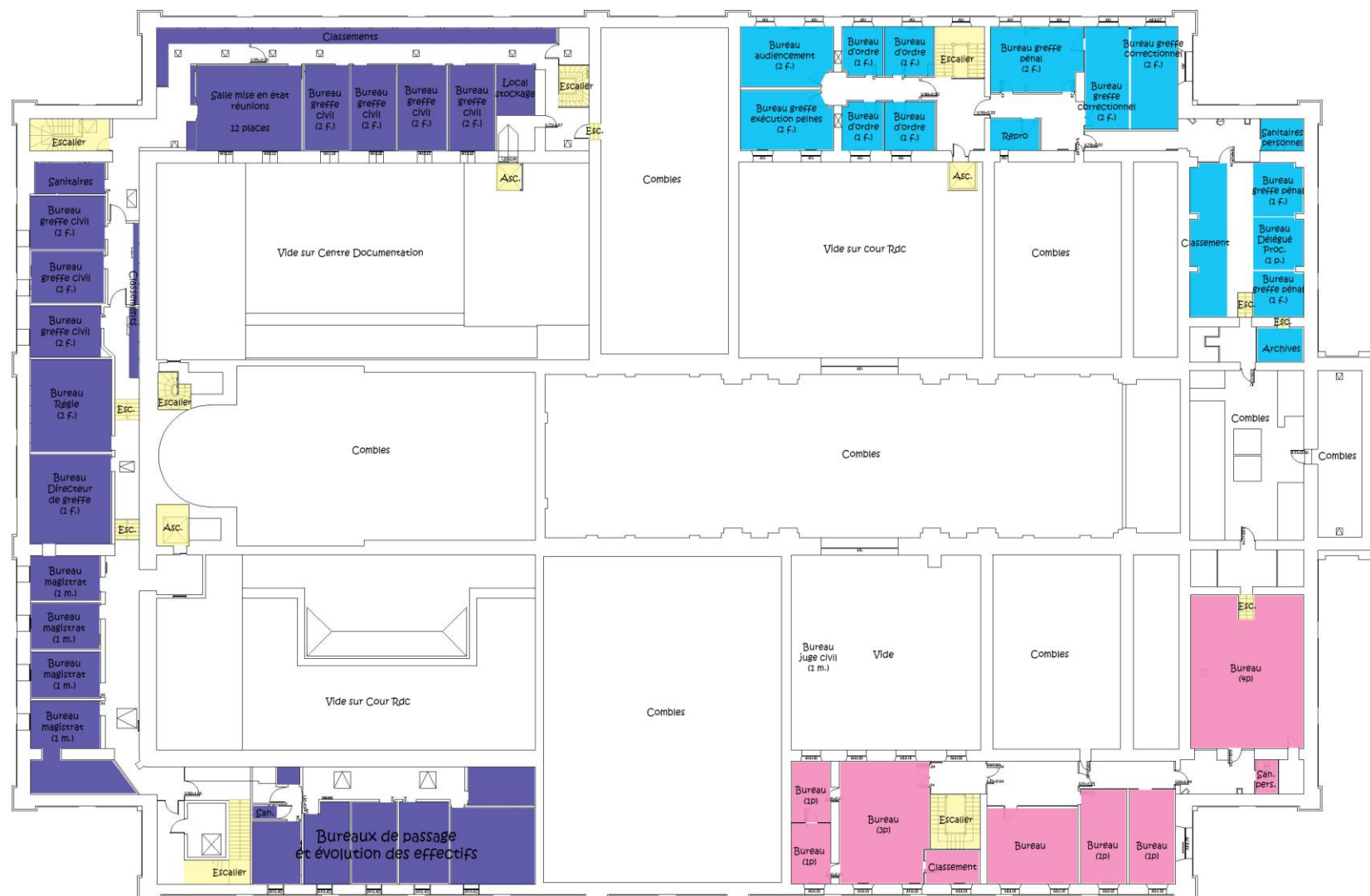
[illegible]



R+2 :



## R+3 :





## 2.5. Repérage des zones concernées par des travaux

### Synthèse des travaux concernant l'ensemble du Palais de Justice :

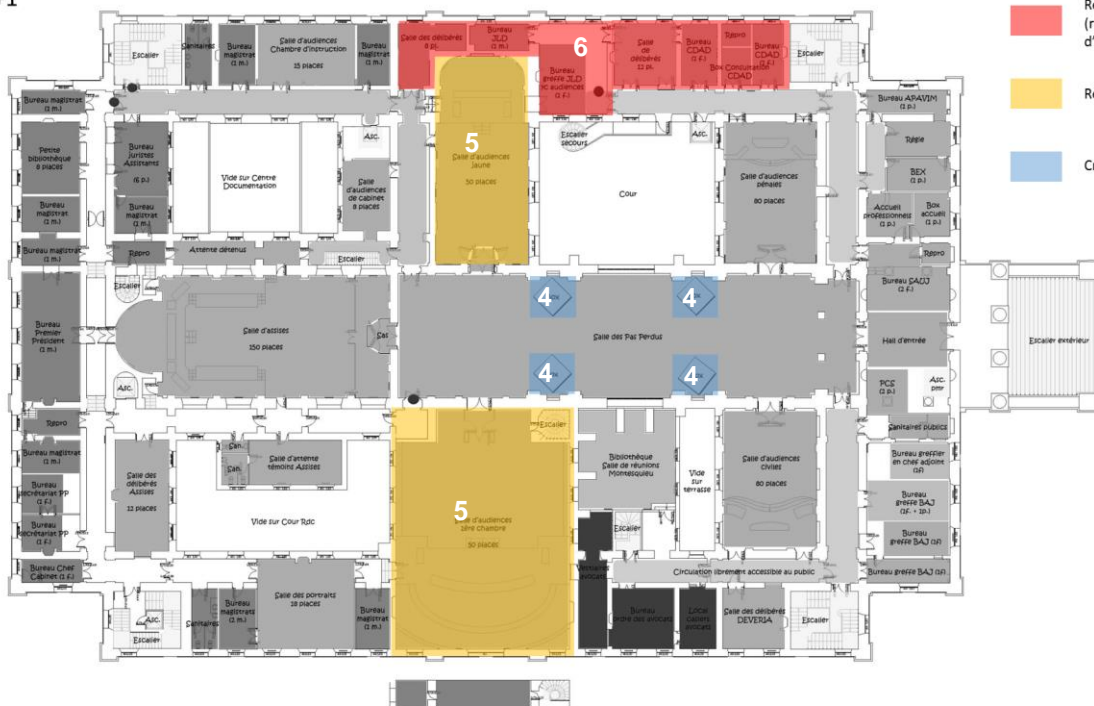
- Réfection complète du Système de Sécurité Incendie (détecteurs, centrale, liaison) dans l'ensemble du bâtiment y compris dans les locaux archives avec amélioration du désenfumage pour affiner la mise aux normes sur la Sécurité Incendie du Palais de Justice
- Révision de la toiture
- Remplacement des menuiseries extérieures simple vitrage
- Rationalisation et optimisation des équipements de chauffage, de climatisation et de ventilation.

**Synthèse des propositions de réorganisation ponctuelle (cf. plans de repérages ci-après) :**

1. Diminution de la surface allouée au centre de documentation pour y implanter une salle de convivialité
2. Aménagement du logement de fonction en bureaux de passage
3. Libération des bureaux et locaux archives du SAR pour y implanter des locaux sociaux, salle de formation informatique, atelier informatique, archives.
4. Création de 4 boxes dans la salle des pas perdus
5. Rénovation des salles d'audiences
6. Changement d'affectation des locaux suite au déménagement à Miséricorde du service des Affaires Familiales : implantation du CDAD, réorganisation du service du JLD, aménagement de 2 salles de délibérés
7. Affectation des bureaux du pôle civil du TGI déménagé à Miséricorde au SAR (regroupement des effectifs qui étaient présents au RdC et dans l'aile Nord-Ouest du R+3)
8. Aménagement de bureaux de passage et de bureaux libres en prévision de l'évolution d'effectif dans les bureaux libérés par le SAR

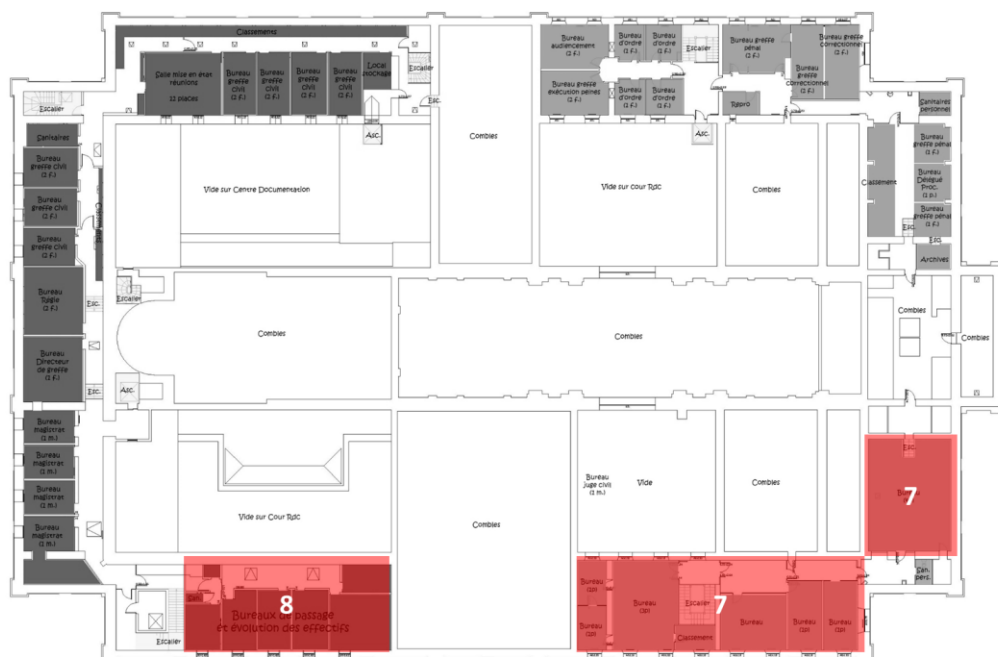
RDC



$R+1$ 

- Réorganisation des locaux (recloisonnement + travaux d'embellissement selon les besoins)
- Rénovation complète
- Création

R+3



- Réorganisation des locaux (reclotissement + travaux d'embellissement selon les besoins)
- Rénovation complète
- Création

### 3. PROGRAMME TECHNIQUE

Le présent chapitre est destiné à donner toutes les informations utiles à l'équipe de maîtrise d'œuvre. Les exigences et prescriptions techniques décrites ci-après doivent être vérifiées et, le cas échéant, précisées auprès de BET spécialisés, lors des différentes phases de conception, notamment au regard des partis pris architecturaux et techniques du projet. Les dispositions retenues devront être discutées et validées auprès de la Maîtrise d'Ouvrage.

L'objet du présent chapitre est d'informer le concepteur des options techniques générales envisagées par le maître d'Ouvrage.

Les exigences techniques particulières propres à chaque local sont précisées par ailleurs dans les fiches par espace à la fin du présent document.

### 3.1. Contraintes et exigences réglementaires

---

Le Maître d'œuvre conserve toute sa responsabilité de conception: tant du point de vue du respect des normes et réglementations européennes, nationales ou départementales en vigueur, que de celui des Règles de l'Art et des D.T.U.

Le choix des technologies et des matériaux est laissé à l'appréciation du Maître d'œuvre, en accord avec les prescriptions du présent Programme Technique Détaillé.

Les travaux de toute nature visés par le Programme Technique Détaillé seront exécutés d'une façon générale conformément aux spécifications et prescriptions des textes réglementaires applicables au moment du dépôt des permis de construire.

En cas de contradiction entre deux ou plusieurs prescriptions issues des différents documents réglementaires, il conviendra de retenir la plus contraignante. Ces éventuelles contradictions relevées ainsi que les solutions adoptées, devront être systématiquement signalées par le Maître d'œuvre et soumises à l'accord préalable du maître d'ouvrage.

Le projet doit être conforme aux prescriptions des textes réglementaires et techniques nationaux et européens en vigueur au moment de la réalisation. Notamment, et sans être exhaustif, il devra répondre aux exigences :

- du code de l'urbanisme,
- du code de la construction et de l'habitation,
- des lois, décrets, règlements en vigueur,
- des Directives et Règlements européens,
- des arrêtés municipaux et des textes locaux,
- des normes homologuées en vigueur applicables à l'opération.

Il est entendu qu'il appartient aux concepteurs de connaître et d'appliquer l'intégralité des réglementations.

Dans tous les cas, la réglementation générale en termes de sécurité incendie, de sécurité des personnes, des règles de constructions, des règles de l'art, etc. en vigueur lors de la signature du marché, primera sur l'ensemble des choix techniques présentés.

Les concepteurs s'assureront également que les ouvrages de référence consultés correspondent bien à la dernière mise à jour.

Ce chapitre précise à l'intention du Maître d'œuvre, le niveau de qualité et de performance que le Maître d'Ouvrage désire obtenir pour son projet.

Les spécifications techniques sont données à titre indicatif afin de situer le niveau d'exigence du Maître d'ouvrage en matière de prestations et d'équipements.

Les fiches par local précisent les performances et caractéristiques à atteindre pour chaque local.

#### 3.1.1. Gros œuvre – Clos et couvert

---

##### 3.1.1.1. Structures

---

###### Prescriptions

- Répondre à l'ensemble des réglementations en vigueur et de manière pérenne pour la réglementation incendie.

---

### 3.1.1.2. Façades et menuiseries extérieures

---

#### Prescriptions

- Remplacement des menuiseries simple vitrage par des menuiseries double vitrage.

#### Performances requises

- Offrir des garanties et des conditions bâtimentaires sans faille de « hors d'eau et hors d'air ».
- Les menuiseries choisies auront un coefficient surfacique de transmission  $U_w \leq 1.6 \text{ W / m}^2.\text{K}$ .
- Améliorer les performances énergétiques du bâtiment.
- Faciliter le nettoyage.
- Répondre aux exigences acoustiques.
- Résister au vandalisme (arrachement, escalade, chocs d'une arme de poing, rayures, graffitis).
- Protéger contre les intrusions, les agressions, conformément aux objectifs de sécurité sûreté.

#### Recommandations

- Conception et choix des matériaux permettant d'éviter les salissures sur les façades.
- Liaisons toiture / façade et menuiseries / façades soignées pour éviter les coulures d'eau.

#### Proscriptions

- Matériaux de finition salissants et nécessitant un entretien fréquent.

---

### 3.1.1.3. Toiture et étanchéité

---

#### Prescriptions

- Révision générale de la couverture et de la zinguerie selon un diagnostic qui sera à réaliser au préalable

---

### 3.1.2. Aménagements intérieurs

---

Le Maître d'œuvre intégrera dans l'opération l'ensemble des travaux de finition intérieure et extérieure nécessaire à un parfait achèvement des espaces à créer.

Le choix des couleurs et des matériaux sera réalisé en concertation avec le Maître d'Ouvrage. Les critères suivants seront toutefois à prendre en compte :

- La durabilité, la facilité d'entretien et la résistance aux dégradations devront être déterminantes dans le choix des matériaux et leur mise en œuvre.
- Tous les matériaux mis en œuvre et tous les matériels utilisés devront avoir fait l'objet d'un agrément selon les normes et règles françaises.
- De manière générale, on choisira les produits et procédés permettant de limiter les émissions nocives (COV, formaldéhydes, phtalates, éthers de glycol...)

---

#### 3.1.2.1. Cloisonnement

---

Les cloisons seront de type fixe et devront :

- Satisfaire aux exigences de sécurité,
- Etre résistantes aux chocs,
- Participer à l'inertie thermique des locaux,
- Garantir une bonne isolation acoustique.

Même revêtues de carrelage, les cloisons des locaux humides seront hydrofuges et constituées de matériaux traités à cœur contre l'humidité.

### 3.1.2.2. Menuiseries intérieures

---

Le projet comprendra, dans l'ensemble des espaces concernés par la présente opération, tous les ouvrages annexes tels que :

- les blocs portes et les bâtis de baie libre,
- les châssis vitrés,
- les ouvrages annexes : trappes d'accès, coffres et caches, les habillages, les panneaux ou étiquettes de signalisation et autres.
- ensembles vitrés, habillage divers, éléments décoratifs, etc.

D'une façon générale, la solidité et la qualité de fixation des menuiseries intérieures feront l'objet d'un soin particulier (résistance aux nombreuses manipulations des usagers et au vandalisme) et ce pour l'ensemble des locaux.

#### Portes intérieures

Toutes les portes présenteront des dimensions au moins conformes aux normes handicapées. Elles seront toutes faciles à manœuvrer sans effort physique, munies de poignées utilisables même par des personnes handicapées et des personnes avec des difficultés de préemption.

#### Circulations et hall

Les portes des circulations et du hall auront une largeur minimale de 1,40m (deux vantaux) et seront équipées d'un oculus.

#### Issues de secours

Les issues de secours devront posséder un blocage de la porte asservie à la détection incendie.

Les ventouses électromagnétiques apparentes seront proscrites ou protégées (a priori l'encastrement des portes dans les cloisons ou dans des bâtis répond à cette exigence dans tous les cas).

### 3.1.2.3. Métallerie - Quincaillerie

---

Le maître d'œuvre prévoira l'ensemble des ouvrages intérieurs et extérieurs de métallerie nécessaires le cas échéant au projet.

#### Métallerie

Les ouvrages extérieurs exposés seront protégés des intempéries par galvanisation et revêtus de peinture industrielle à chaud. Pour ce qui est de la serrurerie traditionnelle, tout élément extérieur sera en aluminium anodisé ou laqué.

Tous les ouvrages de menuiseries métalliques dans les locaux techniques, les remises et les locaux présentant des risques particuliers, ainsi que les ouvrages extérieurs et trappes seront traités contre la corrosion : protection anti-corrosion.

Les lisses, les mains courantes et garde-corps seront en matériau résistant et ne nécessitant pas d'entretien, de même que tout élément d'ouvrage métallique (grilles de ventilation, barreaudage, ...).

Les efforts horizontaux quasi-statiques sur les garde-corps et leurs ancrages sont de 1 KN / m. pour les bâtiments recevant du public.

#### Quincaillerie

Toutes les portes des locaux (hormis les portes des magasins équipées de lecteur de badge) devront pouvoir fermer à clef, mais seront décondamnables selon la réglementation en vigueur (issue de secours).

Tous les éléments de serrurerie seront de normes NF ou CE.

### 3.1.2.4. Revêtements de sols

#### Performances requises

- Retenir des matériaux de revêtement répondant aux exigences d'entretien, de confort acoustique et thermique,
- Choisir des revêtements de sols dont la résistance à la glissance correspond au classement déterminé par la Norme XP P 05-011.

#### Performances par zone fonctionnelle ou par local

		Revêtement de sol			
ESPACES PUBLICS	Salle des Pas Perdus	U4	P3	E2	C1
	Accueil Guichet Unique du Greffe	U4	P3	E2	C1
	Bureaux Guichet Unique du Greffe	U2s	P3	E1	C0
	Bureaux standards (auxiliaires de justice)	U2s	P3	E1	C0
	Salles d'audiences pénales	U3s	P3	E1	C1
	Salles d'audiences civiles	U3s	P3	E1	C1
	Salles d'audiences de cabinet	U3s	P3	E1	C1
	Salles de délibérés	U3	P2	E1	C0
	Sanitaires	U3	P2	E2	C1
	Circulations horizontales publiques	U3s	P3	E1	C0
	Circulations verticales publiques	U3s	P3	E1	C0
ESPACES TERTIAIRES	Bureaux standards	U2s	P3	E1	C0
	Bureaux spécifiques (instruction, parquet, juge des libertés et de la détention, juge du tribunal pour enfants, ...)	U2s	P3	E1	C0
	Bureaux confidentiels (chefs de juridiction)	U2s	P3	E1	C0
	Box de consultation et d'entretien	U3	P3	E1	C0
	Salles de réunion	U3	P3	E1	C0
	Bibliothèque	U3	P3	E1	C0
	Locaux sociaux	U2s	P3	E1	C0
	Locaux détente	U2s	P3	E2	C0
	Reprographie, Classements	U3	P3	E2	C3
	Cafétéria	U3s	P3	E1	C1
	Sanitaires	U3	P2	E2	C0
	Circulations horizontales tertiaires	U3s	P3	E1	C0
	Circulations verticales tertiaires	U3s	P3	E1	C0
ESPACES DE SERVICE	Moyens généraux	U3	P3	E2	C2
	Stockage des scellés	U3	P3	E1	C0
	Stockage des archives	U3	P3	E1	C0
	Ateliers	U3	P3	E1	C0
	Locaux du personnel extérieur	U3	P3	E1	C0
	Circulations horizontales de service	U3s	P3	E1	C0
	Circulations verticales de service	U3s	P3	E1	C0

#### Sources

Les concepteurs se référeront aux réglementations en vigueur ainsi qu'aux guides et référentiels suivants :

- Revêtements de sol, Notice sur le classement UPEC et Classement UPEC des locaux, cahier du CSTB, n°3509, novembre 2004,
- Norme XP P 05-010 et Norme XP P 05-011 relatives à la glissance des sols selon la méthode du plan incliné.
- Diagnostics Techniques Amiante

#### Recommandations

- Limiter les différentes natures de matériaux et les choisir pour leur facilité d'entretien et de remplacement suivant les fonctionnalités du bâtiment,

- Choisir, dans la mesure du possible, des matériaux permettant d'obtenir une homogénéité du mode d'entretien dans l'ensemble d'une unité fonctionnelle et un entretien courant classique,
- Traiter tous les changements de matériaux entre locaux avec des barres de seuils posées mécaniquement ou scellées au sol. Leur mise en œuvre doit garantir la résistance à l'épreuve du temps,
- Prévoir une remontée arrondie de l'étanchéité des sols sur les murs dans l'ensemble des locaux humides,
- Intégrer un tapis brosse ou équivalent sur toute la largeur du passage libre pour tous les accès aux bâtiments,
- Placer des couvre-joints indémontables ne présentant pas de surépaisseur par rapport au niveau de sol fini sur tous les joints.

### 3.1.2.5. Revêtements muraux

---

#### Performances requises

- Retenir des matériaux de revêtement répondant aux exigences de confort acoustique.

#### Prescriptions

- Prévoir des revêtements lessivables,
- Prévoir, dans les sanitaires publics, des aménagements intérieurs et des revêtements robustes et résistants au vandalisme toute hauteur.

#### Recommandations

- Limiter les différentes natures de matériaux et les choisir pour leur facilité d'entretien et de remplacement suivant les fonctionnalités du bâtiment.
- Dans tous les espaces accessibles au public et les espaces tertiaires, le support doit permettre la fixation de panneaux et l'affichage,
- Dans les espaces accessibles au public ou recevant des flux logistiques, les cloisonnements doivent résister aux chocs, au grattage et à des dégradations importantes en partie basse,
- Dans les espaces recevant du matériel sensible, les cloisons auront des parois toute hauteur et résisteront à toute tentative de pénétration avec des outils.
- Une attention particulière sera portée sur le premier mètre de hauteur, qui s'avère être très vulnérable à l'agression du public : des protections ou des procédés renforcés, dans les circulations et espaces d'attente accessibles au public.

#### Sources

Les concepteurs se référeront aux réglementations en vigueur ainsi qu'aux guides et référentiels suivants :

- Norme française : **NF P 74-201-1**, octobre 1994, Référence DTU 59.1, relative à la peinture dans les travaux de bâtiment.



## Performances par zone fonctionnelle ou par local

		Type	Qualité	Résistant au vandalisme	Résistance aux chocs
ESPACES PUBLICS	Salle des Pas Perdus	Décoratif	anti-graffiti		oui (chariots)
	Accueil Guichet Unique du Greffe	Peinture			
	Bureaux Guichet Unique du Greffe	Peinture			
	Bureaux standards (auxiliaires de justice)	Peinture			
	Salles d'audiences pénales	Décoratif			
	Salles d'audiences civiles	Décoratif			
	Salles d'audiences de cabinet	Décoratif			
	Salles de délibérés	Peinture			
	Sanitaires	Carrelage			
	Circulations horizontales publiques	Peinture	anti-graffiti		oui
	Circulations verticales publiques	Peinture	anti-graffiti		oui
ESPACES TERTIAIRES	Bureaux standards	Peinture			
	Bureaux spécifiques (instruction, parquet, juge des libertés et de la détention, juge du tribunal pour enfants, ...)	Peinture			
	Bureaux confidentiels (chefs de juridiction)	Peinture			
	Box de consultation et d'entretien	Peinture	anti-graffiti		
	Salles de réunion	Peinture			
	Bibliothèque	Peinture			
	Locaux sociaux	Peinture			
	Locaux détente	Peinture			
	Reprographie, Classements	Peinture			
	Cafétéria	Peinture			
	Sanitaires	Carrelage			
	Circulations horizontales tertiaires	Peinture			programme spécifique
	Circulations verticales tertiaires	Peinture			programme spécifique
ESPACES DE SERVICE	Moyens généraux	Peinture	anti-poussière		
	Stockage des scellés	Peinture	anti-poussière		
	Stockage des archives	Peinture	anti-poussière		
	Ateliers	Peinture	anti-poussière		
	Locaux du personnel extérieur	Peinture			
	Circulations horizontales de service	Peinture	anti-poussière		oui
	Circulations verticales de service	Peinture	anti-poussière		oui
LOCAUX TECHNIQUES	Locaux VDI	anti-poussière	anti-poussière		
	Local onduleur/serveur/autocom	anti-poussière	anti-poussière		

## 3.1.2.6. Plafonds et faux-plafonds

## Performances requises

- Retenir des matériaux de revêtement répondant aux exigences de confort acoustique et thermique et de facilité d'entretien.

## Prescriptions

- Dans les sanitaires publics, les aménagements intérieurs devront être robustes et résistants au vandalisme. Ils ne doivent pas pouvoir servir de cache.

## Recommandations

- Prévoir des revêtements lessivables.
- Limiter les différentes natures de matériaux et les choisir en fonction de leur facilité d'entretien et de remplacement suivant les fonctionnalités du bâtiment,
- Afin de faciliter les interventions de maintenance, en particulier pour les visites des installations techniques (câblages électriques, luminaires, canalisations d'eau...), les plafonds suspendus seront, d'une manière générale, aisément démontables. Ces interventions pourront être exécutées plusieurs fois de suite sans dégâts apparents, le cas échéant, sans outil spécial. (Sauf dans les circulations accessibles au public).

---

### 3.1.3. Electricité

---

#### 3.1.3.1. Courants forts

---

Il s'agit ici de définir les caractéristiques et les conditions techniques d'exécution auxquelles doivent satisfaire les travaux d'installation et d'équipements électriques à réaliser.

**Toutes les nouvelles installations nécessaires dans le cadre des travaux de réorganisation devront s'adapter aux installations électriques existantes et être conformes au CCTG système de câblage du ministère de la justice de 2012.**

L'ensemble des prestations s'entend pour la réalisation des installations complètes, livrées en parfait état de fonctionnement et d'exploitation et étudiées au plus juste avec le distributeur, en recherchant des solutions simples, souples, fiables et aussi économiques que possible.

#### Connexions et petit appareillage

Le petit appareillage (interrupteurs, boutons pressoirs, prises de courant, boîtiers de connexion) sera de type encastré, robuste et solidement fixé (fixation par vis plutôt que par griffes).

Les prises de courant seront d'un type normalisé avec mise à la terre. Leur hauteur minimale par rapport au sol sera de 25 cm afin d'éviter les risques de projection d'eau.

#### Point d'accès de « Type A »

Dans les fiches espaces, il est décrit un point d'accès composé de :

- 2 prises informatiques RJ45,
- 1 prise téléphonique RJ45,
- 1 emplacement de réserve,
- 4 prises électriques dont 2 ondulables et repérées.

#### Protection contre la foudre

En point haut, il sera installé, si nécessaire, un paratonnerre destiné à protéger l'ensemble des installations de courants forts et de courants faibles.

---

#### 3.1.3.2. Courants faibles

---

Le système de câblage véhicule les informations de trois types différents :

- les alarmes incendie. Ce domaine possèdera un réseau indépendant sur lequel ne pourra transiter aucun autre type d'information,
- la GTC (Gestion Technique Centralisée) : le contrôle des accès et les alarmes intrusion suivant les options techniques,
- l'informatique, la téléphonie et la vidéo conformément aux exigences exposées dans les fiches par local.

Des systèmes Wi-Fi seront envisagés dans les locaux administratifs.

La conception et la réalisation des installations seront conformes aux spécifications du cahier des clauses techniques générales « câblage informatique et téléphonique » du Ministère de la Justice, Edition 2012.

#### Téléphonie

Des prises téléphones sont intégrées aux points d'accès de « Type A ». Un réseau permettra la communication entre les postes en interne.

#### GTC

La priorité sera donnée à la simplicité et à l'ergonomie de l'équipement.

L'objectif est la réalisation d'économie d'énergie grâce à la possibilité d'agir facilement sur certains paramètres (extinction des lumières, abaissement du chauffage, ...).

Trois grands groupes de fonctions techniques sont à distinguer :

- La fonction sécurité qui comprendra notamment :
  - Détection et alarme incendie,
  - Détection et alarme intrusion,
  - Alarmes techniques,
- La fonction confort qui comprendra :
  - Commande centralisée ou décentralisée de l'éclairage,
  - Informations sur le chauffage et la ventilation,

L'utilisateur est chargé de la gestion du chauffage. La GTC devra permettre à l'utilisateur un bon fonctionnement de l'installation.
- La fonction gestion qui comprendra notamment le comptage des charges et leur répartition.

### **Alarme anti intrusion**

La protection du bâtiment contre les risques d'intrusion devra être prise en compte dès la conception.

Il convient donc de protéger le bâtiment contre les risques d'intrusion en complétant si nécessaire le système d'alarme anti-intrusion existant sur les issues extérieures relié au bureau Responsable de site.

Par ailleurs l'éclairage extérieur sera asservi au système de détection intrusion.

Le système devra être compatible avec le système de contrôle d'accès.

De manière générale, des fermetures aisées et solides de tous les locaux, permettent d'éviter toute intrusion et tout vandalisme.

### **Contrôle d'accès**

L'accès aux différentes entrées du bâtiment sera contrôlé par badges.

### **3.1.3.3. Protection Incendie**

---

#### **Centrale SSI**

L'installation générale de détection actuelle sera reprise et mise aux normes actuelles . Elle devra recevoir les avis favorable des services de sécurité locaux.

La centrale SSI sera accessible rapidement depuis l'accès principal du bâtiment. Le report de ces alarmes sera réalisé sur un coffret report alphanumérique reprenant les informations en clair de la face avant de la centrale dans le PC Sécurité.

#### **Détection incendie**

Les détecteurs de fumée seront notamment installés dans les locaux à risque d'incendie selon la réglementation en vigueur ainsi que dans les circulations des espaces publics et tertiaires.

#### **Alarmes incendie**

L'établissement sera doté d'un système d'alarme et détection réglementaire correspondant au type et à la catégorie requise.

La centrale d'alarmes comprendra : les alarmes des systèmes de détection automatique d'incendie, la commande des avertisseurs d'évacuation, ainsi que la commande des asservissements de portes, de désenfumage éventuels.

Seront reliés à des centrales de signalisation "défaillances techniques", avec alarme reportée via un modem inclus dans la prestation, située dans le bureau Responsable de site et report vers une société de surveillance.

Il est à noter que l'ensemble du bâtiment devra posséder une alarme incendie (SSI). Les sirènes d'incendie devront être audibles dans n'importe quel lieu du site.

#### **Dispositifs coupe-feu**

Le cas échant, l'ascenseur et les escaliers seront encloués selon les normes.

---

### 3.1.4. Chauffage Ventilation Climatisation

---

Les études d'homogénéisation et d'optimisation des équipements existants de chauffage, rafraîchissement et ventilation seront conduites selon les objectifs suivants :

- un coût raisonnable à l'installation comme au fonctionnement,
- la simplicité d'utilisation, de réglage et de maintenance de l'installation,
- la fiabilité du système,
- le meilleur rendement,
- la moindre pollution,
- le faible encombrement,
- le confort des occupants.

Tous les organes de sécurité relatifs aux réseaux d'électricité et de chauffage seront rendus inaccessibles au public.

---

### 3.1.5. Plomberie – Sanitaire

---

---

#### 3.1.5.1. Généralités

---

L'ampleur des travaux à entreprendre dépendra du diagnostic et des zones impactées par une réorganisation. Si des travaux liés aux installations de plomberie – sanitaire sont à réaliser, ils devront respecter les préconisations générales suivantes.

---

#### 3.1.5.2. Production d'Eau Chaude Sanitaire

---

La production d'eau chaude sera de préférence assurée par des ballons d'eau chaude électrique, bien isolé type NFB, placés au plus près des points de puisage.

Pour les réseaux de plus grande importance, une production centralisée pourra être envisagée : les réseaux seront alors bouclés et les circuits seront aussi courts que possible

L'eau chaude alimentant les robinets distributeurs doit être mitigée et distribuée à une température maximum de 45° C.

Les canalisations en PVC seront proscrites pour les réseaux d'eau chaude.

Les sanitaires du public ne seront pas alimentés en Eau Chaude Sanitaire

---

#### 3.1.5.3. Conception des réseaux

---

Le réseau d'eau devra être conçu avec une distribution simple, de façon à n'autoriser aucun bras mort, avec bouclage du réseau.

Les canalisations d'amenée et d'évacuation pourront être rassemblées dans des gaines pour raccordement sur les réseaux existants. Ces gaines seront facilement accessibles.

La conception du réseau de distribution d'eau potable permettra d'intervenir dans le bâtiment, par étage, par secteur dans le cadre des opérations de maintenance et d'entretien, sans paralysie de la totalité du système de distribution.

Un calorifugeage sera mis en œuvre pour éviter le réchauffement de l'eau froide dans les canalisations (ou a minima une séparation d'au moins 20 cm entre les réseaux d'eau froide et les réseaux de chauffage.

---

#### 3.1.5.4. Equipements sanitaires

---

##### Les cabines de WC

Les parois des cabines de WC seront réalisées en maçonnerie, carrelée sur toute la hauteur.

Les portes des cabines auront un seul vantail. L'ensemble aura une garde au sol pour assurer un entretien aisé. Les portes des cabines s'ouvriront vers l'intérieur et pourront être dégondées de l'extérieur en cas de besoins. Elles comporteront un verrou à voyant d'occupation décondamnable de l'extérieur en cas de besoin.

Les portes des cabines WC doivent comporter un système de paumelles maintenant les portes ouvertes en période de non occupation et permettant la dépose en position fermée. Par ailleurs, la surface de ces cabines est suffisante pour pouvoir se retourner lors de la fermeture de la porte.

##### Les appareils

Les appareils sanitaires et leurs accessoires seront caractérisés par leur robustesse, leur simplicité de fonctionnement et leur facilité d'entretien.

L'équipement sera de type collectivités et répertorié sur catalogue.

Les appareillages devront être de type économique (robinets temporisés, mousseurs, réservoirs W.C. économiques, etc...).

Chaque appareil sanitaire sera isolable individuellement

##### Cuvette WC

Les WC seront de type suspendu, avec réservoir encastré. L'ensemble devra résister aux chocs.

Dans les sanitaires accessibles aux personnes handicapées, les barres de levage seront prévues. Les cuvettes de toilette seront prévues avec abattant.

##### Lavabos

Les lavabos seront en porcelaine vitrifiée de bonne qualité avec un mitigeur thermostatique lorsqu'ils sont alimentés en EF/ECS.

##### Poste d'eau

Dans le local ménage, il sera prévu des postes d'eau suspendu équipé d'un timbre office en céramique 50 x 60 cm comprenant 1 cuve, vidage manuel par bouchon, bonde siphon, trop plein et robinetterie mélangeuse ECS + EF.

##### Robinetterie

La robinetterie devra être de première qualité et fera l'objet d'une garantie de 5 ans. Elle sera de type mitigeur (un seul robinet à commande à levier pour eau chaude et eau froide).

Toutes les robinetteries seront équipées de clapet anti-retour.

---

#### 3.1.5.5. Traitement des eaux usées

---

L'évacuation des eaux usées sera effectuée par raccordement au réseau existant.

Des siphons de sol sont prévus en bas des formes de pente des locaux ou ensemble des locaux dits humides (sanitaires, douches etc.) Ces siphons de sol seront conçus pour éviter les remontées d'odeurs du réseau d'évacuation.

Toutes les chutes seront placées dans des gaines à paroi isolante phonique pour la traversée des espaces tertiaires et publics.

---

#### 3.1.6. Ascenseur

---

Sans objet

## 3.2. Equipements spécifiques

---

### 3.2.1. Infrastructures Voies Données Images (VDI)

---

#### 3.2.1.1. Liaison Radio

---

##### Sécurité-Sûreté

Les différents locaux, y compris les sous-sols sont couverts par les fréquences utilisées par les services publics de sécurité et/ou de sûreté :

- gendarmerie,
- pompiers,
- Sécurité civile,
- SAMU.

#### 3.2.1.2. Téléphonie

---

La téléphonie est de type Internet Protocol (IP) auto alimenté, permettant de créer des réseaux complets avec les autres sites en relation permanente avec d'autres juridictions.

Les serveurs de la téléphonie utilisent de préférence des systèmes d'exploitation « ouverts » (codes sources connus).

Sauf exception ponctuelle justifiée par des postes isolés à faible trafic, les commutateurs seront dédiés à la téléphonie de façon à garantir une bonne qualité de service.

Le système de téléphonie disposera de toutes les fonctions habituelles téléphoniques et en particulier :

- du « least cost routing »,
- de systèmes d'attentes paramétrables,
- de messageries collectives et individuelles,
- d'annuaires normalisés (si possible Lightweight Directory Access Protocol (LDAP)).

Il sera raccordé obligatoirement au réseau commuté et à des liens Internet (banalisés ou VPN (Virtual Private Network) , « Réseau privé virtuel » en anglais.

Un certain nombre de services ne dépendant pas de l'administration judiciaire disposeront de lignes téléphoniques dédiées :

- les lignes Rimbaud (ces lignes sont impérativement hors autocom et sans interruptions de câblage depuis le local France télécom jusqu'au local technique (serveurs, autocom...)).

Dans les fiches techniques, la rubrique « téléphonie » définit le nombre.

Les appareils téléphoniques sans-fil sont de technologie Digital Enhanced Cordless Téléphone (DECT) (Téléphone sans fil numérique amélioré), ou de tout autre type dont la technologie sera fonctionnellement équivalente au regard de l'évolution des standards et des normes,

Les communications entre postes seront cryptées.

#### 3.2.1.3. Signalétique dynamique

---

Le système de signalétique dynamique est destiné à fournir des informations textuelles ou graphiques dépendantes du lieu de localisation et du moment de diffusion :

- affichage de l'activité des audiences,
- indication sur les attentes,
- identification dynamique des salles,
- messages d'ordre général,
- etc.

Un afficheur est situé dans la salle des pas perdus.

C'est un système informatisé interrogeant des bases de données en fonction du positionnement du terminal d'affichage et d'un calendrier,

Le système doit être un système ouvert, utilisant des éléments standardisés (de type LAMP ou similaire), facilement paramétrable. Le concepteur doit impérativement se conformer au cadre de cohérence technique en vigueur défini dans le CCTG (Cahier des clauses techniques générales câblage informatique et téléphonique),

Le terminal est constitué d'un afficheur (en général écran plat type TFT ou plasma) et de son microserveur. Ils sont conçus pour assurer une bonne lisibilité en fonction de leur emplacement (taille des caractères, luminosité et contraste...),

Le serveur est installé dans le local technique (serveur, autocom...), la gestion quotidienne se faisant depuis un poste de travail quelconque.

---

#### **3.2.1.4. Sonorisation**

---

La sonorisation intégrera la sonnerie pour accès à la salle (appel pour démarrage de l'audience).

Les pupitres d'annonce doivent pouvoir se brancher en tout point équipé d'une prise Voix Données Images (VDI). Ils sont dans la salle d'audiences à disposition du président et du greffier,

La qualité de la sonorisation doit garantir une intelligibilité parfaite de la parole, une attention particulière doit être portée à l'uniformité de la couverture et à la bande passante.

Il sera prévu un microphone par magistrat, un sur la table du Ministère Public, un sur la table du greffier, un à la barre des témoins et un par partie au niveau des avocats. Chaque micro sera équipé d'un bouton poussoir de prise de parole. Le Président disposera de la possibilité de prendre la parole de façon prioritaire.

---

#### **3.2.1.5. Distribution de l'heure**

---

Des points de distribution de l'heure seront prévus dans l'ensemble des locaux publics ainsi que dans la grande salle de réunion.

---

#### **3.2.1.6. Système d'amplification pour malentendants**

---

Le choix de l'installation entre les trois systèmes techniques existants (liaison inductive communément appelée boucle magnétique, liaison infrarouge et liaison haute fréquence) reposera sur une étude approfondie des besoins et de l'environnement.

---

#### **3.2.1.7. Equipement de visioconférence**

---

Les salles d'audiences publiques et restreintes, les salles des délibérés et la salle de réunions seront équipées de câblage pour permettre une installation de visioconférence

#### **Sources**

- « Visioconférence : prescriptions techniques pour les nouveaux Palais de Justice » (Ministère de la Justice et des Libertés, SG/SD2M/SDIT/TOP/IVD ; version 1 .0 du 09/02/2010, 16 p.)
- « Recommandation pour l'aménagement de la salle dédiée à la visioconférence » (Intranet du Ministère de la Justice, 3 p.)

#### **Prescriptions**

Rideaux ou stores d'occultation, pour toutes les ouvertures des salles d'audiences et la salle de réunions.

#### **Recommandations**

Utiliser de préférence un arrière-plan (murs) uni (gris – bleu plus efficace). Recouvrir d'une toile un mur avec des reflets, des motifs ou en panneaux de bois,

Faire attention aux sources lumineuses pour éviter les zones d'ombre au niveau des participants.

#### **Proscriptions**

Occultation par stores à lamelles ou à éléments mobiles.

### 3.2.2. Vidéoprotection

---

Le système de vidéoprotection devra permettre de :

- Dissuader le passage à l'acte de malveillance,
- Exploiter a posteriori des images pour identifier les auteurs d'actes de malveillance,
- Faciliter l'opération de « levée de doute » la nuit par des sociétés de télésurveillance,
- Visualiser les flux entrants et sortants (entrée principale).

#### Performances requises

- Enregistrer des images, permettant l'identification sur enregistrement, les auteurs d'actes de malveillance,
- Permettre l'enregistrement à l'intérieur comme à l'extérieur de jour et de nuit,
- Permettre le stockage des images sur une durée de 96 heures,
- Déclencher une alarme dissuasive en cas d'intrusion.

#### Sources

- Note de la DSJ du Ministère de la justice : Vidéo protection Prescriptions techniques pour les nouveaux palais de justice (Mars 2010).
- l'arrêté du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéo protection,
- la norme MPEG 4 (H.264) appelée à devenir la norme vidéo de référence.

#### 3.2.2.1. Prescriptions

---

##### L'acquisition des images

Les caméras seront des caméras numériques couleur, d'une résolution suffisante pour favoriser l'identification d'un individu ou d'un groupe d'individus,

En fonction de leur implantation, elles seront protégées par un globe anti vandalisme,

Ces caméras pourront être fixes ou mobiles en fonction de leur implantation.

Elles seront de technologie CCD « charged coupled device » par préférence à l'infrarouge (sauf en zone dépourvue d'éclairage pour laquelle un système infrarouge peut éventuellement être recommandé en cas de besoin), d'une sensibilité en lux adaptée à la luminosité des lieux :

- A l'extérieur du bâtiment, le parvis, les entrées et sorties du bâtiment devront faire l'objet d'une attention particulière et disposer d'une couverture en caméras permettant une visualisation satisfaisante des flux de public.
- A l'intérieur du bâtiment, la salle des pas perdus devra faire l'objet d'une attention particulière de même que l'accès aux « espaces sécurisés » et disposer d'une couverture en caméras permettant une visualisation satisfaisante des flux de public.

##### Le média de transmission

Les câblages seront implantés discrètement et rendus inaccessibles,

Les réseaux sur lesquels transitent les flux vidéo offriront une bande passante compatible avec les débits nécessaires,

Les réseaux sur lesquels transitent les flux vidéo prendront en compte la sécurité de ces derniers, garantissant leur disponibilité, leur confidentialité et leur intégrité,

Le système de transmission des images devra être sécurisé et assurer une stricte confidentialité des contenus (cryptage, personnes habilitées) pour permettre leur communication à l'autorité judiciaire avec toutes les garanties,

Ce réseau dédié devra être conçu pour supporter une installation numérique,

Il est impératif de disposer d'une ligne dédiée à la mise en œuvre de la vidéo protection. En aucun cas, les images ne pourront transiter par l'intermédiaire du « Réseau Privé Virtuel Justice » (RPVJ) du ministère de la justice et des libertés.



**L'encodage**

En matière de compression vidéo, il sera privilégié le recours à la norme MPEG 4 (H.264) appelée à devenir la norme vidéo de référence qui réduit les frais de transport et de stockage des images.

**Le pilotage - les interfaces**

Le dispositif de vidéo protection sera aisé et intuitif,

L'architecture du réseau de vidéo protection devra permettre la commande à distance, la visualisation et le pilotage des caméras,

**La visualisation des images**

Dans le poste de sécurité-sûreté (PCS), la visualisation des images sera favorisée,

Les images seront lues sur 1 ou plusieurs écrans vidéo multi vignettes dédiés,

Sur ces écrans, les images seront visualisées selon un scénario prédéfini ou sélectionnées par le surveillant,

Les images d'alarmes seront affichées en priorité.

**L'enregistrement des images**

L'enregistrement des signaux vidéo se fera avec un minimum de 12 à 18 images par secondes en 4CIF,

Plusieurs relectures séparées devront être possible,

Le système d'enregistrement devra porter le tatouage watermarked « tatouage numérique » dans le cadre d'une exploitation ultérieure par les services enquêteurs ou l'autorité judiciaire,

L'utilisation d'un système RAID5 est demandée pour éviter des dysfonctionnements matériels et permettre de remplacer immédiatement le disque et le reconfigurer automatiquement,

Une alimentation redondante et ondulée sera prévue afin d'éviter une éventuelle panne d'alimentation.

**3.2.2.2. Proscriptions**

---

Les transmissions numériques sans fil dites WiFi ou Wi-Max.

**3.2.2.3. Précisions**

---

Lorsque l'alarme anti intrusion est reliée aux services de la Police nationale, le système proposé sera compatible avec le dispositif RAMSES, permettant aux services de la police nationale d'opérer la levée de doute. Il n'y aura pas de renvoi des images vers les salles d'information et de commandement de la police nationale, la levée de doute s'effectuant par un déplacement des forces de l'ordre sur les lieux du déclenchement de l'alarme. Mais l'architecture du dispositif de vidéo protection proposée dans ce cadre devra néanmoins disposer des fonctionnalités permettant un renvoi des images vers une société de télésurveillance (ou autres) au cas où la juridiction déciderait, par la suite, de résilier son abonnement au dispositif RAMSES,

Les locaux et zones concernées par la protection par vidéosurveillance sont détaillés dans le tableau du chapitre « Sécurité – Sûreté »,

Les préconisations devront tenir compte des possibilités de mutualisation de la protection de l'extérieur des bâtiments avec d'autres dispositifs de vidéo protection déjà installés par d'autres collectivités publiques sur le domaine public (exemple : système de vidéo protection municipal).

Tout le matériel lié à l'encodage, le pilotage, la visualisation et l'enregistrement des images est intégré au coût travaux.

### 3.2.3. Mobilier

---

#### Performances requises

- Choisir un mobilier adapté à la symbolique judiciaire recherchée,
- Concilier les exigences esthétiques, d'ergonomie, d'adaptabilité et de durabilité,
- Garantir un traitement harmonieux assurant les exigences d'un aménagement intérieur de qualité et celles d'ergonomie requise, en commandant par exemple une étude globale.

#### Recommandations

- Dans les fiches par local, les équipements et mobiliers fixes sont dus au titre du marché, les mobiliers non fixes sont donnés à titre indicatif.

#### Espaces tertiaires

Plus spécifiquement, l'aménagement des postes de travail tertiaires respecte les exigences suivantes :

- La disposition du bureau doit éviter que l'éclairage naturel extérieur ne génère une ombre sur le plan de travail (préférentiellement par la gauche),
- L'emploi d'équipement informatique demande que la lumière naturelle arrive latéralement par rapport à l'écran afin d'éviter les reflets parasites,
- La disposition du bureau doit être telle qu'aucune source de lumière artificielle ne soit située directement devant le plan de travail, ni si possible au-dessus de celui-ci, afin d'éviter tout reflet.

### 3.2.4. Signalétique

---

#### Performances requises

Concevoir une signalétique permettant :

- d'afficher le marquage institutionnel,
- le repérage et l'identification des locaux en tout lieu,
- l'orientation directionnelle et la lisibilité des parcours,
- une évolutivité et une facilité de mise à jour,
- de s'adresser à tous les publics (mal voyants, analphabètes,...) d'un palais de justice,

Mettre en place une signalétique dynamique dans la salle des Pas perdus (événementiel, heure) (voir chapitre Voix Données Images (VDI)),

Repérer les équipements techniques.

#### Sources

Les concepteurs se référeront aux réglementations en vigueur ainsi qu'aux guides et référentiels suivants :

- Exigences réglementaires ISO 7001 (qui spécifie les symboles graphiques destinés à l'information du public) et ISO TR 7239 (relative à l'élaboration et principes de mise en œuvre des pictogrammes destinés à l'information du public).

#### Prescriptions

Le réseau alimentant la signalétique dynamique sera indépendant des autres réseaux Voix Données Images (VDI).

#### Recommandations

- Prévoir un pavoisement facilement accessible.
- Le système d'accroche doit être fiable tout en permettant une souplesse d'évolution.

- Utiliser des matériaux compatibles avec un usage intérieur et extérieur, résistants aux chocs et antivandalisme,

**Proscriptions**

- L'usage des lettres de transfert pour les informations temporaires.

**3.3. Espaces extérieurs**

---

Sans objet

## 4. FICHES PAR LOCAL

**Les prescriptions données dans les fiches par local sont indicatives**, elles correspondent aux attentes et exigences du Maître d'Ouvrage pour une typologie de local donnée. Elles doivent être adaptées en fonction du projet proposé par les concepteurs.

Elles viennent en complément des exigences et contraintes techniques générales précédemment énoncées.